

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

CHARTE

DE LA LANGUE FRANÇAISE

- 1) CAHIER EXPLICATIF**
- 2) RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**
- 3) RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

CHARTÉ
DE LA LANGUE FRANÇAISE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

2012-2013

Cahier explicatif des crédits 2012-2013

TABLE DES MATIÈRES

1. La mission	3
2. Programme – 03 <i>Charte de la langue française</i>	4
- Élément 01 - Coordination de la politique linguistique	4
- Élément 02 - Office québécois de la langue française	5
- Élément 03 - Conseil supérieur de la langue française	6
- Élément 04 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	6
3. Tableaux annexés	
1. Crédits 2012-2013 par élément et par supercatégorie	7
2. Tableau explicatif de l'évolution des crédits	9
3. Variation des crédits 2012-2013 et 2011-2012 par élément de programme .	10

1. LA MISSION

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, madame Christine St-Pierre, est également ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française*. Elle est assistée par le Secrétariat à la politique linguistique qui a un mandat de coordination, de concertation et de promotion de la politique linguistique. De plus, la ministre a la responsabilité des trois organismes institués par la *Charte de la langue française* pour mettre en œuvre la politique linguistique québécoise. L'Office québécois de la langue française définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises; il assure également le respect de la Charte et le suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec. Le Conseil supérieur de la langue française conseille la ministre sur toute question relative à la langue française au Québec. Enfin, la Commission de toponymie officialise les noms de lieux au Québec et diffuse la nomenclature géographique officielle du Québec.

La structure budgétaire du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine se compose de quatre programmes distincts :

Programme 01	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec
Programme 02	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État
Programme 03	<i>Charte de la langue française</i>
Programme 04	Condition féminine

Le présent document ne traite que du programme 03 relatif aux crédits dévolus au dossier linguistique.

2. PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les crédits de 27 826,6 k\$ alloués à la réalisation des mandats confiés aux organismes linguistiques sont regroupés dans un seul programme, qui se subdivise en quatre éléments :

- élément 01 Coordination de la politique linguistique
- élément 02 Office québécois de la langue française
- élément 03 Conseil supérieur de la langue française
- élément 04 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française.

Les tableaux 1, 2 et 3 annexés, présentent respectivement les crédits par élément de programme et par supercatégorie de dépenses, le détail de l'évolution des crédits 2012-2013 ainsi que la variation de ces crédits par rapport aux crédits 2011-2012.

ÉLÉMENT 01 - COORDINATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

L'élément de programme « Coordination de la politique linguistique » dont l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2012-2013 est de 1 690,7 k\$ regroupe les ressources du Secrétariat à la politique linguistique dont le mandat est de coordonner le développement et l'application de la politique linguistique québécoise et la mise en œuvre des mesures qui en découlent. À cet effet, le Secrétariat :

- . conseille la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, madame Christine St-Pierre, pour la mise en œuvre de la politique linguistique québécoise et intervient dans les dossiers qu'elle lui confie;
- . coordonne la conduite des travaux relatifs aux projets de modifications législatives ou réglementaires en matière de langue et agit comme soutien dans les dossiers judiciaires concernant la Charte de la langue française;
- . réalise les interventions nécessaires afin d'assurer la cohérence et le suivi des actions gouvernementales dans le domaine linguistique;

- . soutient et met en œuvre des actions concertées visant l'emploi, la qualité et la promotion du français au Québec;
- . fait connaître la politique linguistique au Québec et à l'étranger.

ÉLÉMENT 02 - OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Office québécois de la langue française » est de loin le plus important en termes budgétaires puisque son enveloppe prévue pour l'année 2012-2013 est de 23 334,1 k\$.

L'Office définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises. Il est également chargé d'assurer le respect de la Charte de la langue française.

De plus, l'Office surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec et en fait rapport au moins tous les cinq ans à la ministre, notamment en ce qui a trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques.

Enfin, l'Office veille à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises. Il peut notamment prendre toute mesure appropriée pour assurer la promotion du français. Il aide à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la *Charte de la langue française*.

L'Office a également sous sa responsabilité administrative la Commission de toponymie qui a pour mission de proposer des critères de choix et les règles d'écriture des noms de lieux, de procéder à l'inventaire et à la conservation de ces derniers, à leur officialisation et à leur diffusion.

ÉLÉMENT 03 - CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Conseil supérieur de la langue française », dont l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2012-2013 s'élève à 1 446,1 k\$, a essentiellement pour mandat de conseiller la ministre sur toute question relative à la langue française au Québec.

À ce titre, le Conseil donne son avis à la ministre sur toute question que celle-ci lui soumet et saisit la ministre de toute question qui, selon lui, appelle l'attention du gouvernement.

De plus, dans l'accomplissement de sa mission, le Conseil peut recevoir et entendre les observations de personnes ou de groupes, et effectuer des études et recherches qu'il juge nécessaires.

En outre, il peut informer le public sur toute question relative à la langue française au Québec.

ÉLÉMENT 04 - PROVISION POUR AUGMENTER, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR, TOUT CRÉDIT POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française » dont l'enveloppe prévue pour l'année 2012-2013 est de 1 355,7 k\$ sert à financer des activités de promotion de la langue française.

En 2012-2013, cette provision sera notamment utilisée pour soutenir des mesures de promotion de la langue française à l'occasion du 35^e anniversaire de la Charte de la langue française, des mesures de francisation à l'intention des immigrants adultes, ainsi que des actions de francisation à Montréal, dans le cadre de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013.

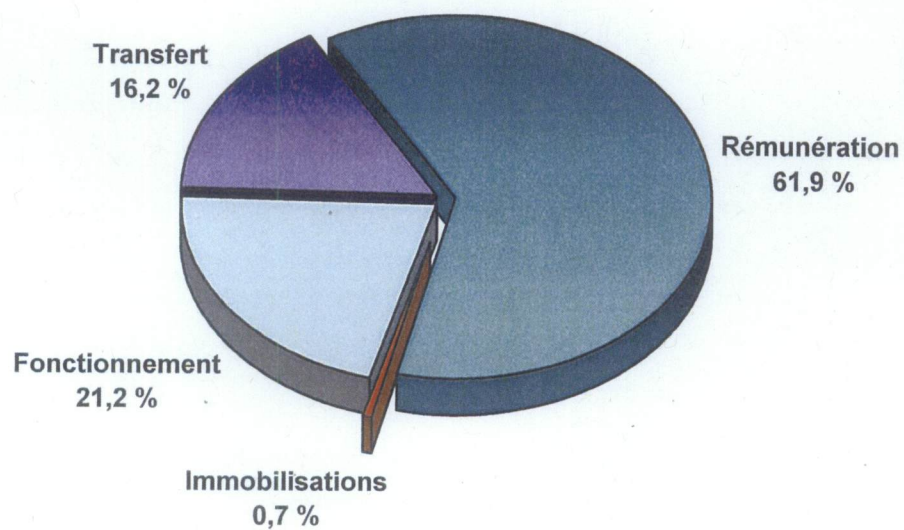
Tableau 1

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
CRÉDITS 2012-2013 PAR ÉLÉMENT ET PAR SUPERCATÉGORIE
(K \$)

SUPERCATÉGORIE	Coordination de la politique linguistique ÉLÉMENT 01	Office québécois de la langue française ÉLÉMENT 02	Conseil supérieur de la langue française ÉLÉMENT 03	Provision Promotion de la langue française ÉLÉMENT 04	TOTAL DU PROGRAMME 03
RÉMUNÉRATION	1 207,0	15 216,0	794,7	0,0	17 217,7
FONCTIONNEMENT (EXCLUANT AMORTISSEMENT)	180,1	4 449,3	625,9	645,7	5 901,0
TRANSFERT	298,6	3 478,8	16,5	710,0	4 503,9
IMMOBILISATIONS	5,0	190,0	9,0	0,0	204,0
GRAND TOTAL	1 690,7	23 334,1	1 446,1	1 355,7	27 826,6

GRAPHIQUE 1
RÉPARTITION DES CRÉDITS TOTAUX PAR SUPERCATÉGORIE

Total : 27 826,6 k\$



PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CRÉDITS 2012-2013 PAR ÉLÉMENT ET PAR SUPERCATÉGORIE

(K \$)

GRAPHIQUE 2
RÉPARTITION DES CRÉDITS TOTAUX PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME

Total : 27 826,6 k\$

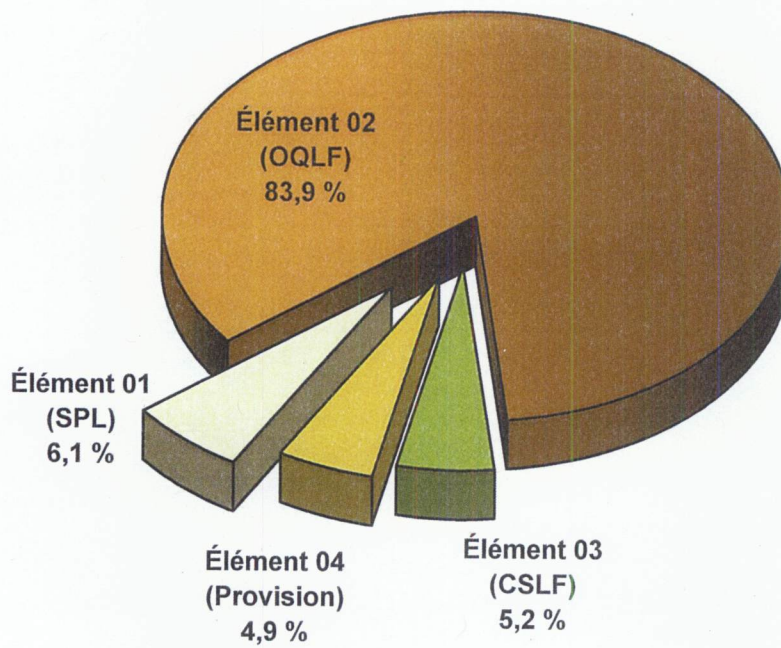


Tableau 2

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

TABLEAU EXPLICATIF DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS

TABLEAU EXPLICATIF DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS	
	k \$
LIVRE DES CRÉDITS 2011-2012	27 417,2
ÉCART	409,4
L'écart des crédits 2012-2013 du programme Charte de la langue française comparativement à ceux de 2011-2012 s'explique notamment par l'ajout de 3 ETC au SPL et par l'ajustement pour compenser les coûts d'augmentation de loyer de l'OQLF.	
LIVRE DES CRÉDITS 2012-2013	27 826,6

Tableau 3

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
VARIATION DES CRÉDITS DE 2012-2013 ET 2011-2012

	2012-2013	2011-2012	Variation	
	k\$	k\$	k\$	%
1. Coordination de la politique linguistique	1 690,7	1 403,7	287,0	20,4%
2. Office québécois de la langue française	23 334,1	23 185,6	148,5	0,6%
3. Conseil supérieur de la langue française	1 446,1	1 456,8	(10,7)	-0,7%
4. Provision pour augmenter avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la la réalisation d'activités de promotion de la langue française	1 355,7	1 371,1	(15,4)	-1,1%
TOTAL DU PROGRAMME 03	27 826,6 \$	27 417,2 \$	409,4 \$	1,5%

CHARTÉ
DE LA LANGUE FRANÇAISE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

2012-2013

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Demande de renseignements généraux
de l'opposition officielle

	PAGE
1. Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2011-2012 :	1
<ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates de départ et de retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);- le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupé par mission- la copie des rapports de mission- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">* les détails de ces ententes;* les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés, le cas échéant.	
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.	8
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :	9
<ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;- le nom des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.	
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou l'organisation d'événements :	13
<p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;- le but visé par chaque dépense;- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;- le nom de la ou des firmes de publicité;	

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

PAGE

- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, de vidéos, etc.;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : **17**

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : **29**

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : **30**

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère. **31**

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

	PAGE
9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :	32
<ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- l'échéancier;- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;- les plus récentes évaluations du coût du projet;- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;- le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.	
10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :	34
<ul style="list-style-type: none">- la photocopie;- le mobilier de bureau;- les distributeurs d'eau de source;- le remboursement des frais de transport;- le remboursement des frais d'hébergement;- le remboursement des frais de repas;- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">i. au Québec;ii. à l'extérieur du Québec.	

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

PAGE

- 11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépenses reliée à la téléphonie :** **37**
- le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iphone ou autre type de téléphone intelligent;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - les ordinateurs portables;
 - les iPad et autre type de tablette électronique;
 - les téléavertisseurs.
- 12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :** **40**
- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

	PAGE
<ul style="list-style-type: none">- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	
13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :	55
<ul style="list-style-type: none">- nombre de départs à la retraite en 2011-2012;- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;- nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013;- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.	
14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :	58
<ul style="list-style-type: none">- l'emplacement de la location;- la superficie du local loué;- la superficie réellement occupée;- la superficie inoccupée;- le coût de location au mètre carré;- le coût total de ladite location;- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;- la durée du bail;- le propriétaire de l'espace loué;- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	
15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.	61
16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :	62
<ul style="list-style-type: none">- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;- le titre de la fonction;- l'adresse du port d'attache;- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;- la prime de départ versée, le cas échéant;- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;- la description de tâches;- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;- le nombre total d'employés au cabinet;	

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Demande de renseignements généraux
de l'opposition officielle

	PAGE
<ul style="list-style-type: none">- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>.	
17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :	63
<ul style="list-style-type: none">- ministre;- ministère ou de l'organisme, en indiquant :<ul style="list-style-type: none">* le nom de l'organisme concerné ou de la personne;* la circonscription électorale;* le montant attribué ;* le projet visé et le résultat.	
18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :	65
<ul style="list-style-type: none">- le poste initial;- le salaire;- le poste actuel, s'il y a lieu;- la date de la mise en disponibilité;- les prévisions 2012-2013.	
19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.	66
20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère ou organisme.	67
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :	68
<ul style="list-style-type: none">- le nom de la personne;- le poste occupé;- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;- l'assignation initiale;- la date de l'assignation hors structure;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Demande de renseignements généraux
de l'opposition officielle

	PAGE
22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :	69
<ul style="list-style-type: none">- l'assignation initiale;- l'assignation actuelle;- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	
23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :	70
<ul style="list-style-type: none">- les clubs privés ou autres;- les billets de saison, les loges;- etc.	
24. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	72
<ul style="list-style-type: none">- le nom du site Web;- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;- les coûts de construction du site;- le coût de l'entretien et de la mise à jour;- le responsable du contenu sur le site;- la fréquence moyenne des mises à jour;- le nombre de visiteurs (hits) par mois;- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	
25. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :	83
<ul style="list-style-type: none">- la liste;- les mandats;- les contrats;- le résultat du travail effectué;- les échéances prévues;- les sommes impliquées.	
26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	84
27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :	85
<ul style="list-style-type: none">- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;- le nombre de refus (avec mention en vertu de la raison ou de l'article);- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

	PAGE
28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :	86
<ul style="list-style-type: none">- le coût (déplacement, etc.);- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	
29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	87
30. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.	88
31. Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.	89
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.	90
33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	91

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

	PAGE
34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.	92
35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.	93
36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.	96

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :

- les endroits et dates de départ et de retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupé par mission
- la copie des rapports de mission
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - * les détails de ces ententes;
 - * les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Lyon, France
Hélène Binette, directrice

du 14 au 20 octobre 2011
3 325 \$

Objets du déplacement :

Participer, du 17 au 19 octobre inclusivement, à la réunion annuelle du réseau des organismes francophones OPALÉ (France, Suisse, Fédération Wallonie-Bruxelles et Québec) et donner une conférence lors du colloque international intitulé *Les évolutions du français contemporain*, où l'invité d'honneur était M. Alain Rey, linguiste et lexicographe français, rédacteur en chef des publications des éditions Le Robert.

Personnes rencontrées :

- Représentants de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (France), de la Délégation à la langue française (Suisse romande), du Conseil de la langue française et de la politique linguistique et du Service de la langue française (Fédération Wallonie-Bruxelles);
- Experts institutionnels et universitaires invités au colloque.

Bilan et résultats :

- La réunion de travail a été l'occasion, pour les organismes francophones de politique linguistique, de partager leurs expériences, de faire état de leurs réalisations et de mieux fédérer leurs actions afin de donner plus de visibilité à leurs travaux. Elle a de plus permis aux partenaires de réfléchir aux nouveaux usages de la langue, tels que les façonnent notamment les technologies numériques, et d'en tirer un certain nombre d'enseignements pour les politiques linguistiques.
- Le colloque a permis d'échanger sur le thème du français dans les nouvelles pratiques de l'écrit, dans l'univers numérique notamment, ainsi que sur l'effet que produit sur la langue française le contexte multilingue de plus en plus marqué qui caractérise les zones urbaines de nos sociétés.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :

000—000—000—000—000

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

000—000—000—000—000

But du voyage	Date	Coût
---------------	------	------

Autriche, Vienne	29 avril au 7 mai 2011	6 835,55 \$
------------------	------------------------	-------------

Louise Marchand, présidente de la Commission de toponymie
Marie-Ève Bisson, agente de recherche et géographe

La Commission de toponymie faisait partie de la délégation canadienne à la 26^e session du Groupe d'experts des Nations-Unies pour les noms géographiques (GENUNG). En plus d'assister à la session ordinaire du GENUNG au cours de laquelle elles ont fait trois présentations, ses représentantes ont participé aux réunions de la Division francophone – dont la Commission assure le secrétariat – et de la Division romano-hellénique, ainsi qu'à celles de certains groupes de travail. Deux communications ont été présentées : « Critères proposés pour établir et évaluer le caractère patrimonial des noms de lieux », par M^{me} Bisson, et « Cent ans de gestion toponymique en français », par M^{me} Marchand.

Personnes rencontrées : représentants nationaux membres du GENUNG, plus spécialement les membres de la Division francophone.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise toponymique de la Commission et du Québec. Actualisation des liens institutionnels et échanges avec des spécialistes du domaine et des représentants des réseaux et des organisations spécialisées.

Canada, Dawson (Yukon)	28 août au 3 septembre 2011	5 188,56 \$
------------------------	-----------------------------	-------------

André Gagnon, directeur de la Commission de toponymie
Marie-Ève Bisson, agente de recherche et géographe

Participer à la réunion annuelle de la Commission de toponymie du Canada, dont est membre la CTQ, ainsi qu'aux réunions du Comité consultatif de l'automatisation et de la délimitation(CCAD) et du Comité consultatif sur la nomenclature, les politiques et les recherches (CCNPR).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :

000—000—000—000—000

Personnes rencontrées : Les membres de la Commission de toponymie du Canada, qui est formée de 27 membres provenant de provinces et territoires du Canada.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise toponymique de la Commission et du Québec. Actualisation des liens institutionnels et échanges avec des spécialistes canadiens du domaine et des représentants des réseaux et des organisations spécialisées

Espagne, Barcelone (Catalogne) 2 au 10 septembre 2011 3 367,86 \$

Myriam Hallé, agente de recherche et géographe, Commission de toponymie

Présenter deux communications au congrès du Conseil international des sciences onomastiques (CISO), l'organisation internationale rassemblant tous les chercheurs ayant les noms propres pour objet d'étude : « Parler et paysage du Québec » et « Cent ans de gestion des noms de lieux au Québec ».

Personnes rencontrées : Divers chercheurs et experts du domaine de l'onomastique.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise toponymique de la Commission et du Québec. Actualisation des liens institutionnels et échanges avec des spécialistes du domaine et des représentants des réseaux et des organisations spécialisées.

France, Lyon 13 au 22 octobre 2011 6 594,43 \$

Louise Marchand, présidente-directrice générale de l'OQLF
Claire Martin, secrétaire à la coopération linguistique

Participer à la réunion annuelle du réseau francophone OPALE (organismes de politique et d'aménagement linguistiques de France, de Belgique francophone, de Suisse romande et du Québec) ainsi qu'au colloque « Les évolutions du français contemporain », organisé en marge de la réunion par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France. Deux conférences ont été prononcées par M^{me} Marchand : « Pause publicitaire : mise en valeur de la langue française et efficacité de la pub sont-elles compatibles? » et « Mot-clic : #intervenir ou Comment l'Office québécois de la langue française agit sur la langue ».

Personnes rencontrées : Les membres du réseau OPALE, dont M. Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France, M. Jean-Marie Klinkenberg, président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et M. François Grin, président de la Délégation à la langue française de Suisse romande.

Bilan et résultat : Actualisation des liens institutionnels avec les responsables des organismes de gestion linguistique de France, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de Suisse romande. Valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière d'aménagement linguistique et de promotion du français.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :

000—000—000—000—000

France, Paris	26 novembre au 4 décembre 2011	453,27 \$
---------------	--------------------------------	-----------

Michel Renaud, conseiller en francisation

Dans le cadre du projet franco-qubécois 63-250 « Bonnes pratiques linguistiques dans le monde de l'entreprise » faisant partie de la programmation agréée pour 2011-2012 par la Commission permanente de coopération franco-qubécoise, effectuer une mission auprès du partenaire français, la Délégation générale à la langue française et aux langues de France. À cette occasion, des réunions de travail ont été tenues en vue de mettre en commun les travaux réalisés de part et d'autre et de préparer la phase 2 du projet.

Personnes rencontrées : L'équipe française du projet « Bonnes pratiques linguistiques dans le monde de l'entreprise », dont Mmes Odile Canale et Claire Extramiana, de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, et le professeur Claude Truchot, de l'Université de Strasbourg.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière de francisation des entreprises.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Wisconsin (ÉTATS-UNIS)
Robert Vézina, directeur

26 avril au 1^{er} mai 2011
400,00 \$

But

Participer au symposium PFMP (Professional French Masters Program) dont le thème était : « Langue, identité, société : le Québec en passage ».

Lieu : maison française, Université du Wisconsin à Madison.

La présentation du directeur de la recherche et de l'administration (« Regard sur le rapport des jeunes Québécois à la langue française ») portait sur quelques résultats de recherches conduites au Conseil depuis les années 1980 à propos des jeunes Québécois.

Personnes rencontrées

Ritt Deitz, executive director du Professional French Masters Program à l'Université du Wisconsin à Madison

Mircea Vultur, professeur à l'INRS-Québec

Jocelyn Létourneau, professeur d'histoire à l'Université Laval, membre du CSLF

Aliko Songolo, professeur de français, de langues africaines et de littérature, chevalier de l'Ordre des palmes académiques, Université du Wisconsin à Madison

Bilan et résultat

Environ une trentaine d'étudiants et de professeurs américains ont assisté au symposium.

Lyon (FRANCE)
Conrad Ouellon, président
Robert Vézina, directeur

14 au 20 octobre 2011
5050,00 \$

But

Participation au Colloque OPALE dont le thème était : « Les évolutions du français contemporain », les 18 et 19 octobre 2011.

Rencontre annuelle des organismes linguistiques de France, de Belgique, de Suisse et du Québec.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Personnes rencontrées

Xavier North, Jean-Pierre Baldi : DGLFLF, France
Alain Rey, lexicographe, France
Jean-Marie Klinkenberg, Dan Van Raemdonck : CSLFPL, Fédération Wallonie-Bruxelles
Martine Garsou, Fédération Wallonie-Bruxelles
François Grin, DLF, Suisse romande
Alexandre Wolff, Observatoire de la langue française, OIF
Imma Tor Faus, Direction de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique, OIF
Autres membres de ces délégations

Bilan et résultat

À la rencontre d'OPALE, Robert Vézina a fourni des précisions sur l'état d'avancement et les résultats des recherches en cours au CSLF : les participants avaient en main le Rapport annuel 2010-2011 du CSLF. Les délégations ont également présenté leurs rapports d'activité. Quelques sujets ont davantage retenu l'intérêt, tout particulièrement l'implantation des réformes orthographiques et le sort réservé à l'Observatoire francophone du français contemporain. Enfin, les délégations se sont entendues sur le thème du colloque 2012, dont on prévoit la tenue à Montréal : « Le français, langue d'usage public ».

Le colloque OPALÉ de Lyon, sous le thème « Les évolutions de français contemporain », s'est tenu les 18 et 19 octobre. Conrad Ouellon a prononcé une conférence qui avait pour titre « La variation du français et des nouvelles pratiques d'écriture ». Le texte de la conférence est disponible sur le site Web du CSLF. Conrad Ouellon faisait également partie du panel chargé de faire la synthèse du colloque, le 19 octobre.

Vermont (ÉTATS-UNIS)
Robert Vézina, président

1^{er} au 3 mars 2012
0,00 \$

But

L'invitation de l'Alliance française of the Lake Champlain Region (AFLCR) et de l'Université du Vermont (UVM) s'inscrit dans la volonté de la ville de Burlington, la plus peuplée du Vermont, de développer les services en français ainsi que les liens avec les Québécois. En 2011, des élus ont émis le souhait que des cours de français langue seconde ainsi que des cours sur la culture francophone en Amérique du Nord soient dispensés dans les écoles.

Le président du CSLF a ainsi été invité à faire trois présentations sur l'histoire et la situation actuelle de la langue française au Québec et en Amérique du Nord : deux

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

conférences à l'UVM (dans le cadre du programme d'études canadiennes) et un séminaire dans les locaux de l'AFLCR. Les frais de transport et de séjour ont été assumés par l'AFLCR et l'UVM.

Personnes rencontrées

Linda Pervier, présidente, AFLCR
David Massell, Associate Professor, Interim Associate Dean of Arts and Sciences, UVM.
Micheline Tremblay, directrice, French instruction program, AFLCR
Pierre Deslauriers, chargé d'enseignement sénior, UVM
Ching Selao, professeur de littératures québécoise et francophone, UVM
Janet Whatley, professeur de français émérite, UVM
Sonya C. Enright, The Vermont-Québec Initiative, Burlington

Bilan et résultat

En tout, environ 70 personnes ont assisté aux trois présentations.
Il y a eu beaucoup d'intérêt de la part du public.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 2- Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

3- Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
- le nom des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2012-2013

-10-

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
- le nom des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

000—000—000—000—000

A. Dépenses de publicité

Publicité – médias	Mandat	Coût	Parution
Association québécoise des professeurs de français (AQPF)	Conception et réalisation par <i>Le Pica</i> , pour la promotion des produits et services de l'Office	200 \$	Septembre 2011
R.E.P. Communication	Publicité dans le journal du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ)	375 \$	Octobre 2011
<i>Le Journal</i> de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Présentation de l'Office québécois de la langue française	2 000 \$	Février 2012
Revue <i>Entreprendre</i> – Édition spéciale sur les lauréats de la réussite (CSPQ)	Publicité sur l'affichage des noms d'entreprise utilisant une marque de commerce	5 240 \$	Février 2012
<i>Protégez-Vous</i>	Diffusion d'information dans la section partenaires du site Web de <i>Protégez-Vous</i>	4 900 \$	Mars 2012
<i>Le Devoir</i> – Cahier spécial de la Francophonie (CSPQ)	Publicité pour le Grand concours de la Francofête 2012	4 903 \$	Mars 2012
<i>Cossette média</i> (CSPQ)	Publicité sur le réseau internet pour le Grand concours de la Francofête 2012	8 000 \$	Mars 2012
CIBL 101,5 (CSPQ)	Message radiophonique pour promouvoir la Francofête 2012	900 \$	Mars 2012

B. Articles promotionnels

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Édition
Signature visuelle du 50 ^e anniversaire de l'Office pour papier en-tête	Samouraï Design graphique	1	100 \$	Mai 2011
Impression de bannières dans le cadre du 50 ^e de l'Office	Asystel inc.	3	673 \$	Mai 2011
Impression d'affiches pour le 50 ^e anniversaire de l'Office	Lamcom technologies inc.	2	203 \$	Mai 2011
Conception et impression de règles (signets magnétiques) dans le cadre du 50 ^e de l'Office	Gagnon Lévesque inc.	2 500	1 332 \$	Juin 2011
Conception et impression de stylos et de livrets de notes(1000) pour le 50 ^e de l'Office	Groupe Trium inc.	3 620	6 309 \$	Juin 2011
Centenaire de la Commission de toponymie : signet	Promotion S.L. inc.	500	396 \$	Octobre 2011

**QUESTIONS GÉNÉRALES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**

-11-

**PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE**

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

Articles promotionnels		Fournisseurs	Tirage	Coût	Édition
Centenaire de la Commission de toponymie : stylo		Groupe TRIUM	500	470 \$	Octobre 2011
Bannière pour la campagne sur l'affichage des noms d'entreprise utilisant une marque de commerce		Asystel inc.	1	305 \$	Novembre 2011
Campagne sur l'affichage des noms d'entreprise utilisant une marque de commerce : Clé USB		Le Groupe Neurones inc.	44	702 \$	Novembre 2011
Francofête 2011 – Bilan	conception	Kasern l'atelier créatif inc.	150	2590 \$	Juillet 2011
	impression	Au point – Reprotech		866 \$	Juillet 2011
Francofête 2012 – Dépliant pour la promotion du concours Mérites du français dans les TI Bannière pour le site Web de l'Office	conception	Sérigraphie Vers'en Art enr.	2 000	1395 \$	Novembre 2011
	impression	Au point – Reprotech	1	646 \$	Novembre 2011
Francofête 2012 – Affiches (200), bannières (3) et affichettes-dépliants (50 000)	conception	Mathieu Plante	1	1 950 \$	Novembre 2011
	conception	OSE Design inc	1	3 800 \$	Février 2012
	impression	Au point – Reprotech	31 200	3 948 \$	Février 2012
	laminage	Lamcom technologies inc.	1	50 \$	Mars 2012
	bannières	Lamcom technologies inc	3	704 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Le comité de francisation	Impression	J.B. Deschamps inc.	2000	635 \$	Mai 2011
	réimpression	J.B. Deschamps inc.	1000	330 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Programme de subvention des TIC	conception	Oblik Communication Design inc	1	1 120 \$	Septembre 2011
	impression	J.B. Deschamps inc.	50 000	2 387 \$	Septembre 2011
Dépliant d'information Le français un tremplin pour exercer une profession au Québec	impression	J.B. Deschamps Inc	2 000	700 \$	Septembre 2011
Bannière (1) et affiche (1) pour la soirée des Mérites du français	impression	Lamcom technologies	1	50 \$	Mars 2012
			1	205 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Le français et les produits de consommation	impression	J.B. Deschamps Inc	1 000	165 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Le français dans la documentation commerciale	impression	J.B. Deschamps Inc	2 000	330 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Les noms d'entreprises	impression	J.B. Deschamps Inc.	2 000	330 \$	Mars 2012
Dépliant d'information Le respect de la Charte de la langue française	impression	J.B. Deschamps Inc	2 000	330 \$	Mars 2012
Vocabulaire du Disque en jeu !	impression	J.B. Deschamps Inc.	1 000	3 680 \$	Mars 2012
Vocabulaire du jeu vidéo	impression	Au Point - Reprotech	2 500	6 075 \$	Mars 2012
Carnet – Pour une convention collective en bons termes	impression	J.B. Deschamps Inc.	2 500	3 900 \$	Mars 2012

C. Aucune commandite

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites.

ooo—000—ooo—000—ooo

A. Sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012

Projet	Diffusion	Coût (\$)
Publicité félicitant les récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique et les lauréats du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier.	❖ <i>L'Acadie Nouvelle</i> ❖ <i>Le Devoir</i> ❖ <i>Le Droit</i> ❖ <i>Le Franco</i> ❖ <i>Le Courrier de la Nouvelle-Écosse</i>	3072
Note : Placements médias du CSPQ.		

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

4- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou l'organisation d'événements :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes, de vidéos, etc.;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

ooo—000—ooo—000—ooo

Événement

Conférence de presse tenue le 27 mai 2012 pour lancer, conjointement avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et l'Office québécois de la langue française, la campagne *Ici, on gagne à parler français*.

But visé

Cette campagne s'adressait principalement aux propriétaires de PME et de commerces dans les quartiers multiculturels de Montréal. Elle visait à les sensibiliser aux avantages d'utiliser le français dans leurs relations d'affaires.

Liste des fournisseurs

Concept Audio-Visuel
Traiteur – Avec Plaisirs
Place des Arts

Coût global pour 2011-2012

6 261 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements :

000—000—000—000—000

A. Organisés par le ministère ou l'organisme :

Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
Le but visé par chaque dépense;
Le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

B. Organisés par une firme externe :

Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
Le nom de la ou des firmes de publicité;
Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
Le but visé par chaque dépense;
Le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

A. Événements organisés par l'organisme

Événement	Mandat	Coût	Date
RÉALITER Laliberté & associés inc.; Université Laval; Restaurant Entrecôte Saint-Jean	Rencontre annuelle des membres du réseau panlatin de terminologies reçus à l'occasion du 50 ^e anniversaire de l'Office	3 723 \$	31 mai, 1 ^{er} et 2 juin 2011
Inauguration du buste de Camille-Laurin CSPQ; Communication maison; Robert Alexis traiteur; SAQ; La nouvelle tablée; SIQ	Cérémonie d'inauguration avec famille et personnalités	12 273 \$	13 juin 2011
Cérémonie hommage en culture Place-des-Arts	Coûts reliés à la cérémonie soulignant la contribution de 50 artistes, créateurs et artisans de la culture de la décennie 1960-1970	10 000 \$	26 septembre 2011
Rencontre annuelle du personnel de l'Office et la Commission Orléans Express; Communication maison Robert Alexis; La nouvelle tablée; SIQ	Réunion formelle pour présenter les résultats et objectifs annuels de l'Office. En fin de journée, le 50 ^e anniversaire a été souligné.	10 422 \$	26 octobre 2011
Conférence de presse	Lancement de la campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerces utilisées comme noms d'entreprise	2 367 \$	13 novembre 2011
Francofête 2012 – soirée des Mérites du français et des prix Francopub	Récompenser les entreprises et les organismes dont les réalisations reflètent la vitalité et la richesse de la langue française	22 286 \$	29 mars 2012

B. Événements organisés par une firme externe Aucun événement

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements.

ooo—000—ooo—000—ooo

Organisés par le ministère ou l'organisme :

Type d'événement	But visé	Fournisseurs	Coût global
Conférence de presse à l'hôtel Hilton Québec le 5 avril 2011	Lancement de l'avis « La langue d'enseignement au cégep »	Hilton Québec Hôtel Palace Royal CNW Telbec	926 \$
Cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier à l'Assemblée nationale le 28 septembre 2011	Remise de médailles et parchemins, d'une sculpture et d'un chèque	Assemblée nationale Atelier Expressart Banque Nationale du Canada Bhérier, Pierre Boudreau Routhier, Lise CSPQ Chartrand, Alain Cloutier, Guy Club Imprimerie inc. CNW Telbec Courrier Purolator ltée Cubik Communication Graphique Delta Centre-Ville Dompteurs de souris Dumas, Guy Dumontet, Marie-Ève Fleur concept Frenette, Yves Goulet, Caroline Gravures A. Desmarais Guénette, Françoise Hôtel Château Laurier Italiques Laliberté, Karina Leblanc, Georgette Loneragan, David Louder, Dean Marchildon, Daniel Nicolas, Sylvie Pagé, Lorraine Paquin, Claudette Patry, Pierre Photomédia Restaurant Continental Ramponi, Adriana Roy, Liane Tardif, Claudette	41 307 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements.

ooo—000—ooo—000—ooo

Type d'événement	But visé	Fournisseurs	Coût global
Bourse remise à la lauréate : madame Georgette Leblanc		Torres, Sandy Voyages Laurier du Vallon Zébra Média inc.	5000 \$
Remise des prix Jules-Fournier (presse écrite) et Raymond-Charette (presse électronique) lors du gala du Congrès annuel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, qui se déroulait le 26 novembre 2011 au Cabaret du Capitole, à Québec	Remise de parchemins et de chèques	Atelier Expressart CNW Telbec FPJQ Gestion 2C-1 inc. Première moisson Guglielminetti, Bruno Hôtel Palace Royal Luckerhoff, Jason Ménard, Lucie Morin, Gilles Pagé, Lorraine Perron, Gilles Rheault, Ghislaine Saint-Hilaire, Mélanie Thibodeau, Claude Université du Québec à Trois-Rivières Vitalité Traiteur inc.	9420 \$
Bourses remises aux lauréates : mesdames Marie-Pier Élie et Michèle Ouimet			4000 \$
Causerie à l'Atrium et Auditorium du Centre d'archives de Montréal le 15 juin 2011	Sujet : L'importance de la politique linguistique au Québec	Anthony Lacopo Artisans mnémotechniques Banque Nationale du Canada Bibliothèque et Archives nationales du Québec Delta Centre-Ville La Presse Nana Traiteur Sandy Torres Stephan Reichhold	4282 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Anglocom	Traduction en plusieurs langues de la brochure <i>Vivre en français au Québec</i> et révision linguistique de la brochure <i>L'ABC de la politique linguistique québécoise</i> en version anglaise	5 810 \$
Atelier La Parure	Écrin présentoir pour les Prix du Québec	4 400 \$
Axe communications d'affaires inc.	Traduction de vidéoclips pour la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	384 \$
Beudet, Pascale	Rédaction biographique pour le prix Paul-Émile-Borduas (Prix du Québec)	650 \$
Bibliothèque et Archives nationales	Location de salle pour la tenue d'un jury des Prix du Québec	1 015 \$
Boily, Rémy	Photographe pour les Prix du Québec	1 675 \$
Bordeleau, Francine	Rédaction biographique pour les prix Athanase-David et Gérard-Morisset (Prix du Québec)	1 300 \$
Brisson, Irène	Rédaction biographique pour le prix Denise-Pelletier (Prix du Québec)	650 \$
Communication créativité Sylvain Vallières enr.	Corrections d'auteur dans la brochure <i>Politique linguistique</i>	45 \$
Concept audio-visuel	Service audiovisuel pour la conférence de presse du lancement de la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	2 985 \$
Copiexpress	Impression de documents pour l'étude des crédits 2011-2012	1 700 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Corsaire design édition	Corrections pour la mise à jour de la publication <i>Rédiger simplement</i>	100 \$
De Billy, Hélène	Rédaction biographique pour le prix Guy-Maufette (Prix du Québec)	650 \$
Dumas, Guy	Honoraires de membre du jury d'évaluation des projets inscrits au <i>Programme de promotion du français lors d'activités culturelles</i>	500 \$
Écritures inc.	Rédaction de notes biographiques pour la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	1 587 \$
Émond, Ariane	Rédaction biographique pour le prix Georges-Émile-Lapalme (Prix du Québec)	650 \$
Folia Design	Entretien des plantes	625 \$
Fu, Isabelle	Traduction de textes du français au mandarin pour la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	655 \$
Fu, Isabelle	Traduction de la brochure <i>Vivre en français au Québec</i> , du français au mandarin	2 193 \$
Galarneau, France	Révision linguistique (divers documents)	225 \$
Galarneau, France	Révision linguistique (Prix du Québec)	1 170 \$
Gestar consultation	Soutien informatique pour logiciel Documentik	900 \$
Graphiscan Info-Couleur inc.	Réimpression de la brochure <i>Rédiger simplement</i> en 3 000 exemplaires	2 650 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Graphissimo	Concept et montage de la brochure <i>Vivre en français au Québec</i> , versions française, anglaise et espagnole	7 270 \$
Graveur JR inc.	Gravure et polissage des médailles pour les lauréats et lauréates des Prix du Québec 2011	1 100 \$
Groupe Perspective	Réaliser des travaux de secrétariat afin de répondre aux besoins ponctuels du Secrétariat à la politique linguistique	6 000 \$
Guilloton, Noëlle	Honoraires de membre du jury d'évaluation des projets inscrits au <i>Programme de promotion du français lors d'activités culturelles</i>	500 \$
Impressions Borgia	Impression de 18 000 affichettes <i>Mieux dire au téléphone</i> en vue d'une distribution dans les petites entreprises	2 400 \$
Imprimeries Nap-Art	Impression de 300 000 napperons pour la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	5 535 \$
Imprimerie Transcontinental	Impression de 8 000 brochures <i>Vivre en français au Québec</i>	7 085 \$
J.B. Deschamps	Impression de 1 000 brochures <i>Bonnes pratiques de la communication</i>	3 000 \$
J.B. Deschamps	Impression de la brochure <i>L'ABC de la politique linguistique québécoise</i> en version anglaise	2 898 \$
K2 impressions	Impression de la brochure du programme <i>Promotion du français lors d'activités culturelles</i>	1 175 \$
Lessard, Charles	Corrections d'auteur dans la brochure <i>Bonnes pratiques de la communication</i>	545 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
L'Heureux inc.	Approvisionnement et entretien du refroidisseur d'eau	242 \$
Litho chic	Impression de la brochure <i>Politique linguistique</i>	450 \$
McGain Alison	Traduction d'un communiqué	24 \$
Michaud, Denys	Inspection des médailles des Prix du Québec	270 \$
MH communication	Préparation du 35 ^e anniversaire de la Charte de la langue française	15 000 \$
Musée national des beaux-arts du Québec	Location d'œuvres d'art	3 550 \$
Paquin design	Montage du programme <i>Promotion du français lors d'activités culturelles</i>	700 \$
Paquin design	Montage de la brochure <i>L'ABC de la politique linguistique québécoise</i> en version anglaise	990 \$
PCT composition	Graphisme du rapport 2008-2013 de la Stratégie commune - <i>Le français, notre affaire à tous</i>	990 \$
Rassem, Mona	Traduction français-arabe de la brochure <i>Vivre en français au Québec</i>	2 000 \$
Roy, André	Rédaction biographique pour le prix Albert-Tessier (Prix du Québec)	650 \$
SC consultant	Impression de 4 500 encarts pour distribution dans la revue de l'Association des restaurateurs du Québec (Carrefour francisation)	600 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Services linguistiques Bruno Maillet	Traduction de documents du français vers l'arabe pour la campagne <i>Ici, on gagne à parler français</i>	580 \$
Spectre centre d'impression numérique	Impression de 200 copies du rapport 2008-2013 de la Stratégie commune - <i>Le français, notre affaire à tous</i>	1 640 \$
Torres, Sandry	Révision linguistique du rapport 2008-2011 de la Stratégie commune - <i>Le français, notre affaire à tous</i>	850 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

000—000—000—000—000

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ POUR 2011-2012

DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Association Québec-France	Francofête 2012 : réalisation de différentes activités dans les régions	5 000 \$
AVW-TELAV	Équipement et services techniques audiovisuels pour la rencontre annuelle de la Commission de toponymie du Canada	4 372 \$
B.I.P.	Suivi de la situation linguistique – Langue d'accueil, de service et d'affichage. Recueillir en mars 2012 les données relatives à la langue d'affichage du nom de l'entreprise, à la langue d'accueil et de service utilisée dans les commerces sélectionnés du centre-ville de Montréal.	10 150 \$
Cartier et Lelarge inc.	Services de traduction de textes divers	2 500 \$
CEDROM SNI inc.	Abonnement au service EUREKA	8 229 \$
C.F.C. Dolmen inc.	Formation : éthique en milieu de travail pour le personnel de l'Office et de la Commission divisé en 8 groupes à Montréal et à Québec	13 567 \$
Collège de Bois-de-Boulogne	Formation sur les principales composantes des technologies de l'information pour un groupe de conseillers en francisation.	2 366 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont	Services professionnels fournis par le Centre d'études en responsabilité sociale et en écocitoyenneté (CÉRSÉ) au Comité de développement durable de l'Office, afin de le soutenir dans la réalisation de son plan d'action.	1 000 \$
Communication Maison	Services de photographie pour l'inauguration du buste de Camille Laurin	225 \$
Communication Maison	Francofête 2012 : services de photographie reliés à la Soirée des Mérites et des prix Francopub	290 \$
Communication Maison	Francofête 2012 : captation vidéo de la Soirée des Mérites et prix Francopub. Le forfait inclut la location d'équipement, un caméraman et le montage.	1 800 \$
Communication Maison	Services de photographie des membres de l'Office pour le rapport annuel de gestion 2011-2012	265 \$
Groupe Ergotech inc.	Francofête 2012 : production d'une présentation visuelle pour la Soirée des Mérites et prix Francopub	10 000 \$
IC Formation	Formation : l'art d'animer une session de formation, offerte à un groupe de professionnels de l'Office	3 970 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

- 5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

Fournisseur	Mandat	Coût
Jolicoeur et associés	Évaluation de la rencontre annuelle de la CSN. Le contractant doit participer à cette rencontre annuelle, élaborer l'outil de collecte des données, faire la collecte par un sondage téléphonique. De plus, il doit effectuer un sondage Web, faire l'analyse des données et la rédaction du rapport	5 500 \$
Kasern L'atelier créatif inc.	Francofête 2011 : conception et production du bilan de la Francofête 2011	2 590 \$
HEC Montréal	Évaluation ergonomique experte et étude comparative de différents sites Web visant à élaborer des recommandations stratégiques reliées à la refonte du site Web de l'OQLF	10 533 \$
Laliberté et associés	Service de traiteur pour la réunion de REALITER	2 871 \$
La Nouvelle Tablée (1996) inc.	Matériel (tables, chaises et nappes) pour l'inauguration du buste de Camille Laurin	512 \$
Le Cabinet de relations publiques National inc.	Conseils stratégiques et divers travaux pour la campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerce utilisées comme nom d'entreprise. Conseils stratégiques pour la présentation publique en septembre 2011 d'une série d'études démolinguistiques	24 500 \$
Le Groupe Hay Limitée	Évaluation d'emplois du personnel d'encadrement de l'Office au moyen de la méthode Hay	3 750 \$
Le Journal de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Publication d'une entrevue avec la présidente-directrice générale. Cet article avait pour but d'informer le personnel de la fonction publique québécoise de la mission de l'Office, de ses produits, services et activités	2 000 \$
Le Pica	Conception et réalisation d'un document faisant la promotion des produits et services de l'Office pour une parution dans le guide du congressiste de l'Association québécoise des professeurs de français	200 \$
Le Pica	Production d'un document publicitaire pour l'Office à l'occasion des Mercuriades	200 \$
Les Consultants Longpré et Associés inc.	Assurer le fonctionnement du programme d'aide aux employées et employés de l'Office et de la Commission	8 000 \$
Les Éditions Protégez-vous	Entente de collaboration entre l'Office et les Éditions Protégez-Vous pour l'espace partenaire dans le site Web de Protégez-Vous à l'adresse www.protegez-vous.ca	4 900 \$
Les Francolies de Montréal	Francolies de Montréal : accueil et encadrement des artistes francophones de la relève afin de célébrer la vitalité de la langue française.	10 000 \$
Les Presses de l'Université de Montréal	Éditer le <i>Vocabulaire de la création d'entreprise par essaimage</i> : mise en pages et conception de la couverture. Effectuer l'impression, la reliure; préparer le dépliant et le signet	4 650 \$
Les Productions de la tête chercheuse inc.	Francofête 2012 : services professionnels de Stéphan Bureau pour agir à titre d'animateur de la Soirée des Mérites et des prix Francopub	7 000 \$
Les Productions François Dufresne	Francofête 2012 : quatuor de musique pour la soirée des Mérites du français et des prix Francopub	1 100 \$
Maison SES	Corrections d'auteur à l'une des études sur la langue d'affichage	3 000 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Captation d'un message de la présidente de la Commission de toponymie à l'occasion du 100 ^e anniversaire	1 830 \$
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Numérisation de 2 024 plans	20 000 \$
Oblik Communication-design inc.	Modification aux textes d'un dépliant d'information	80 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Oblik Communication-design inc.	Production d'un dépliant pour le Programme de subvention des TIC	800 \$
Ose design inc.	Production du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec	5 350 \$
Ose design inc.	Production et impression du Rapport annuel de gestion 2010-2011	9 020 \$
Ose design inc.	Divers travaux urgents de graphisme et d'édition	255 \$
Ose design inc.	Francofête 2012 : développer un visuel pour la Francofête 2012. Concevoir les outils de communication suivants : dépliant-affiche avec visuel au recto et informations au verso, affiche, bannière, publicité journal et publiereportage des Mérites du français	5 000 \$
Ose design inc.	Infographie et production de la publication souvenir du centenaire de la Commission de toponymie	6 000 \$
Rainville photographe	Photographie de groupe : commissaires de la Commission de toponymie pour le rapport d'activités 2010-2011	325 \$
Rainville photographe	Photographies individuelles : commissaires de la Commission de toponymie pour le rapport d'activités 2011-2012	850 \$
Robert Alexis Traiteur inc.	Service de traiteur pour l'inauguration du buste de Camille Laurin	1 705 \$
Robert Alexis Traiteur inc.	Service de traiteur pour la réunion annuelle du personnel de l'Office et de la Commission	4 562 \$
R2M Imagem	Production et livraison d'un trophée pour le Mérite du français en toponymie	315 \$
R2M Imagem	Francofête 2012 : production et livraison de 30 trophées et d'une plaque	9400 \$
Sérigraphie Vers'en Art enr.	Mérites du français 2012 : nouveau concept visuel du dépliant des Mérites français, publicité couleur inspirée du dépliant s'adressant au milieu des TI, production d'une bannière animée pour le web	1 395 \$
Solutions documentaires Gestar	Soutenir l'application du logiciel Documentik	995 \$
158126 Canada inc. (Arlette Cousture)	Francofête 2012 : rédiger un texte inspiré du mot « histoire ». Ce texte fera partie d'un recueil commun des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec) comprenant des textes d'auteurs sur chacun des dix mots vedettes.	500 \$
Célestin, Tina	Représentation officielle à la journée Realiter. Assurer un suivi des dossiers d'entente en suspens pour la BTML. Transmettre ses connaissances et son expertise unique. Collaborer à la planification des travaux parlatins.	6 720 \$
Clairoux, Francine	Effectuer des tâches reliées à l'ouverture, à la mise à jour et à la fermeture des dossiers de plaintes	980 \$
Dagenais-Côté, Jacinthe	Frais de déplacement liés aux services professionnels fournis gracieusement dans le cadre des activités organisées par le Comité de développement durable de l'Office	86 \$
Dansereau, Jean	Services-conseils et transfert d'expertise relativement à certains sujets spécialisés dont : dossier des marques de commerce dans l'affichage des noms d'entreprises; préparation et présentation de deux conférences au Salon de la franchise; mise à jour de la Charte de la langue française avec notes explicatives et jurisprudence	10 000 \$
Dorion, Henri	Francofête 2012 : rédiger un texte inspiré du mot « chez ». Ce texte fera partie d'un recueil commun des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec) comprenant des textes d'auteurs sur chacun des dix mots vedettes.	500 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Fortin, Pierre	Évaluer la méthodologie d'un rapport et en rédiger l'analyse	3 250 \$
Fortin, Simon	Adaptation de la signature visuelle du 50e anniversaire de l'Office	100 \$
Gagnon, Micheline	Transfert de connaissances auprès d'un nouveau bibliothécaire à nos bureaux de Québec	100 \$
Guilfoin, Noëlle	Rédaction pour la nouvelle édition du <i>Français au bureau</i> : expertise unique et transmission des connaissances	16 500 \$
Picard, Gilbert	À titre de représentant de l'Office dans un dossier, comparaître devant la Cour du Québec	250 \$
Plante, Mathieu	Francofête 2012 : conception visuelle de 3 maquettes, montage graphique d'un dépliant, d'une affiche, d'une bannière, de publicités et d'un publipostage	1 950 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom	Mandat	Montant (\$)
Artisans mnémotechniques	Captation et montage de dix vidéos dans le cadre d'une causerie au Centre d'archives de Montréal	850
Atelier Expressart	Confection des parchemins de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	800
	Confection des parchemins des prix Jules-Fournier et Raymond-Charette	200
BÉLAND, Paul	Production de l'étude « La langue du travail dans le secteur public » (à partir des données de recensement de 2001 et 2006) (montant 2011-2012)	11 750
CLOUTIER, Guy	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1000
Copiexpress	Impression du Rapport annuel de gestion 2010-2011	410
Dompteurs de souris	Production de la brochure et du carton d'invitation de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	3574
DUMAS, Guy	Expertise-conseil en vue de l'organisation de causeries en matière d'aménagement linguistique	1500
DUMONTET, Marie-Ève	Animation musicale lors de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	900
EGYDE Services Conseils	Un audit de sécurité de l'information et d'analyse de sécurité des infrastructures technologiques externes	4200
	Accompagnement dans l'élaboration d'un Plan de continuité des activités	2000
GEORGEAULT, Pierre	Séminaire sur la recherche sociolinguistique dans le contexte québécois, prestation auprès des agents de recherche du CSLF	800
	Sondage Conscience linguistique et usage du français (CLUF). Conseil, réflexion et participation à la rédaction	2400
GUÉNETTE, Françoise	Animation de la cérémonie de remise des insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	700
GUGLIELMINETTI, Bruno	Membre du jury du prix Jules-Fournier 2011	700
Infoglobe	Soutien pour le développement du site Web du CSLF, phase 2	8480

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom	Mandat	Montant (\$)
	Implantation d'un nouveau moteur de recherche SOIR-TYPO3 et renouvellement d'une banque d'heures pour le soutien et le développement du site Web du CSLF	20 000
	Services de soutien bureautique	10 000
	Rapport marketing analytique du site csf.gouv.qc.ca	4000
	Réalisation d'analyse pour l'Intranet du CSLF	3500
Institut de la statistique du Québec	Préparer un ensemble de tableaux statistiques et de graphiques concernant la langue des activités culturelles au Québec	6500
Interscript	Montage du Rapport annuel de gestion 2010-2011	1560
Joël Raiffaud et associés	Soutien à l'implantation du système de gestion documentaire Syged	15 000
LACOPO, Anthony	Participation à titre d'intervenant à la causerie portant sur l'importance de la politique linguistique au Québec	300
LONERGAN, David	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1000
LUCKERHOFF, Jason (Université du Québec à Trois-Rivières)	Membre du jury du prix Jules-Fournier 2011	700
MARCHILDON, Daniel	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1000
MÉNARD, Lucie	Membre du jury du prix Raymond-Charette 2011	600
MORIN, Gilles	Membre du jury du prix Raymond-Charette 2011	600
NICOLAS, Sylvie	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1000
	Expertise-conseil pour le projet Conscience linguistique et usage du français (CLUF)	1000
PAGÉ, Michel	Production du second fascicule de présentation des résultats de l'enquête CLUF portant sur les usages linguistiques	8000
PERRON, Gilles	Membre du jury du prix Raymond-Charette 2011	600
PG Solutions	Transfert et conversion d'une base de données	475

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom	Mandat	Montant (\$)
Photomédia	Photographies de la cérémonie de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	965
REICHHOLD, Stephan	Participation à titre d'intervenant à la causerie portant sur l'importance de la politique linguistique au Québec	300
RHEAULT, Ghislaine	Membre du jury du prix Jules-Fournier 2011	700
RICHARD, Dave	Travaux préparatoires à l'implantation d'un nouveau moteur de recherche	700
SAINT-HILAIRE, Mélanie	Membre du jury du prix Jules-Fournier 2011	700
ST-LOUIS, Bryan	Assurer la responsabilité des services de communications du CSLF, organiser les activités de représentation et participer à l'organisation d'activités de communications	3340
THIBODEAU, Claude	Membre du jury du prix Raymond-Charette 2011	600
TVA Accès Productions	Réalisation de la vidéo dans le cadre de la campagne Le français au Québec, j'y contribue!	2907
Université de Montréal	Contrat de recherche : La socialisation langagière comme processus dynamique : Suivi d'une cohorte de jeunes multilingues intégrant le marché du travail, sous la direction de madame Patricia Lamarre, professeure agrégée	12 000
	Contrat de recherche : Exploration du corpus Texto4Science, sous la direction de monsieur Patrick Drouin, professeur agrégé	15 000
ZébraMédia	Captation de la cérémonie de remise des insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier et production de vidéos	1775

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

6- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation prévue à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 8- Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
03 Conseil supérieur de la langue française

9- Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

9 - Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère ;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

000—000—000—000—000

Nom du projet : BTML-GDT

Nature du projet : L'essentiel du projet consiste à adapter le module de diffusion en ligne du «Grand dictionnaire terminologique du Québec» (GDT) pour lui permettre le support multilingue et en rajouter la facture visuelle.

Montant initialement prévu pour la réalisation : 192 000 \$ (principalement pour les salaires du personnel à l'interne pour le développement)

La plus récente évaluation du coût du projet : 150 000 \$ à la fin du projet au 31 mars 2012.

Les sommes engagées à ce jour : 150 000 \$ en date de la fin du développement.

Logiciel libre : N'a pas été envisagé puisque le projet ne cadrerait pas avec l'utilisation d'un logiciel existant, qu'il soit libre ou commercial. La solution consistait à effectuer la programmation dans l'environnement technologique déjà en place dans notre organisme pour minimiser les coûts du projet.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 10- Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

ooo—000—ooo—000—ooo

DÉPENSES	MONTANT (\$)
PHOTOCOPIE (location + impressions)	7 720
MOBILIER DE BUREAU	3 184
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	242
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT *	8 737
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT*	7 282
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS*	1 290
ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT *	285
i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec	

* Pour les dépenses à l'extérieur du Québec, voir réponse 1.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

10 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i) au Québec;
 - ii) à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Objet de la dépense	Coût
• la photocopie ¹	34 000 \$
• le mobilier de bureau	50 000 \$
• les distributeurs d'eau de source	0 \$
• le remboursement des frais de transport	143 000 \$
• le remboursement des frais d'hébergement	56 000 \$
• le remboursement des frais de repas	39 000 \$
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
> au Québec	87 000 \$
> à l'extérieur du Québec	0 \$

¹ location, coût des copies, reprographie gouvernementale

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

10 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

ooo—000—ooo—000—ooo

Dépenses	Montant (\$)
Photocopies, incluant la location de photocopieurs :	3936,00
Téléphonie cellulaire :	3926,00
Ordinateurs portables :	0,00
Mobilier de bureau :	530,00
Distributeur d'eau de source :	0,00
Remboursement des frais de transport : (excluant les voyages à l'extérieur et incluant les remboursements de frais de transport pour les lauréats des quatre prix décernés par le CSLF, pour les membres des quatre jurys et pour les membres du CSLF)	15 307,89
Remboursement des frais d'hébergement et de repas : (excluant les voyages à l'extérieur et incluant les remboursements des frais d'hébergement et de repas pour les lauréats des prix décernés par le CSLF, pour le personnel et pour les membres du CSLF)	11 529,59
Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, à des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
a) au Québec :	4677,49
b) à l'extérieur du Québec* :	

* Pour les dépenses à l'extérieur du Québec, voir réponse 1.

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

11- Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iphone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables;
- les iPad et autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs.

ooo—000—ooo—000—ooo

Type d'appareil	Nombre	Coût d'acquisition	Coût d'utilisation	Fournisseur	Coût Contrats
Blackberry	2	200 \$	2 210 \$	Communication Méga-Sat inc.	(Voir CSPQ)

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

11 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables ;
- les iPad ou autre type de tablette électronique ;
- les téléavertisseurs.

000—000—000—000—000

Renseignements relativement à la téléphonie cellulaire et d'autres types

➤ nombre d'appareils :	46
➤ coût d'acquisition :	1 831 \$
➤ coût d'utilisation :	30 000 \$
➤ coût des contrats	0 \$
➤ nom du fournisseur :	Rogers

Renseignements relativement aux tablettes électroniques et ordinateurs portables

➤ nombre d'appareils :	14
➤ coût d'acquisition :	15 836 \$

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle.**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

11 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Année financière	Téléphones cellulaires utilisés	Blackberry utilisés	Blackberry achetés	Coût d'acquisition	Coût d'utilisation	Fournisseur	Contrat
2011-2012	1	4	0	0 \$	3926,00 \$	Worldlynx Wireless	(entente CSPQ - Bell) 2468 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Les données présentées ci-dessous réfèrent à l'année 2011-2012, au 15 mars 2012.

A.B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- * 35 ans et plus
- * 35 ans et moins

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL		Hommes	Femmes
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge		
Hors cadres	+ de 35	1	1
Cadres	+ de 35		1
Professionnels	+ de 35	2	3
Fonctionnaires	+ de 35		2
Fonctionnaires	- de 35		1

Aucune personne handicapée, anglophone, autochtone ou d'une communauté culturelle.

C. Nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	
Cadres	4
Professionnels	12,5
Fonctionnaires	23
TOTAL	46,5

D. Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

E. Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASSIONNEL	Heures supplémentaires hr,mn	Heures Payées hr,mn	Heures compensées hr,mn
Hors cadres	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels			
Fonctionnaires	9,25		9,25
TOTAL	9,25		9,25

F. Nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Personnel régulier	2010									2011		
	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars
Cadres et hors cadres			10	12	19		1		6	3		
Professionnels		2	11,5	43	47	24,5	6,5	20	4,5	4	1,5	0
Fonctionnaires				18	18	2	0	9	3,5	6	0	0
TOTAL		2	21,5	73	84	26,5	7,5	29	14	13	1,5	0

G. Nombre de personnes ayant dans leur réserve des jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

H. Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I. Nombre et répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- J. Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvrier et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

CAPITALE NATIONALE	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	5	4	4
Fonctionnaires	2	2	2

MONTREAL	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres			1
Professionnels		1	1
Fonctionnaires			1

- K. Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

POSTES EXPERTS/ÉMÉRITES	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Professionnels	2	1	0

- L. Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

HORAIRE MAJORÉ	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres			
Cadres			
Professionnels	1	2	2
Fonctionnaires	1	1	1

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

M. Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

CAPITALE NATIONALE	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	5	4	4
Fonctionnaires	2	2	2

MONTREAL	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres			1
Cadres			
Professionnels		1	1
Fonctionnaires	1	1	1

N. Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq (5) prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

- A. le nombre et la répartition, 35 ans et plus, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- B. le nombre et la répartition, 35 ans et moins, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- C. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- D. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- E. le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- F. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- G. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- H. le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- I. nombre et répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'une organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers) ;
- J. l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- K. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- L. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- M. le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- N. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

000—000—000—000—000

A. B.

PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ		Homme	Femme
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge		
Hors cadre	+ 35	0	1
Cadre	- de 35	0	0
	+ 35	3	10
Professionnel	- de 35	10	16
	+ 35	50	68
Fonctionnaire	- de 35	5	5
	+ 35	9	43

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

A. B. (suite)

PERSONNE HANDICAPÉE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	1
Fonctionnaire	+ 35	1

ANGLOPHONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ de 35	1

AUTOCHTONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	1

COMMUNAUTÉS CULTURELLES		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	- de 35	5
	+ 35	12
Fonctionnaire	- de 35	0
	+ 35	6
Cadre	-de 35	0
	+ 35	1

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

C. E. F.

ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012 – PERSONNEL CADRE						
	JOURS DE MALADIE (B) (120)	JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)			
			NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	
AVRIL	-----	17,0	0,00	0,00	0,00	
MAI	-----	13,5	0,00	0,00	0,00	
JUIN	-----	38,0	0,00	0,00	0,00	
JUILLET	-----	57,0	0,00	0,00	0,00	
AOÛT	-----	71,5	0,00	0,00	0,00	
SEPTEMBRE	-----	23,0	0,00	0,00	0,00	
OCTOBRE	-----	5,0	0,00	0,00	0,00	
NOVEMBRE	-----	6,5	0,00	0,00	0,00	
DÉCEMBRE	-----	20,0	0,00	0,00	0,00	
JANVIER	-----	20,5	0,00	0,00	0,00	
FÉVRIER	-----	3,0	0,00	0,00	0,00	
MARS	-----	5,0	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	47,0	280	0,00	0,00	0,00	

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

C. E. F. (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012 – PERSONNEL PROFESSIONNEL						
	JOURS DE MALADIE (B) (120)	JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)			
			NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	
AVRIL	-----	109,5	-----	-----	-----	
MAI	-----	137,0	-----	-----	-----	
JUIN	-----	294,0	-----	-----	-----	
JUILLET	-----	512,0	-----	-----	-----	
AOÛT	-----	761,0	-----	-----	-----	
SEPTEMBRE	-----	276,0	-----	-----	-----	
OCTOBRE	-----	142,5	-----	-----	-----	
NOVEMBRE	-----	66,0	-----	-----	-----	
DÉCEMBRE	-----	229,0	-----	-----	-----	
JANVIER	-----	209,5	-----	-----	-----	
FÉVRIER	-----	89,5	-----	-----	-----	
MARS	-----	22,5	-----	-----	-----	
TOTAL	1143,0	2 848,5	2 217,68	1 332,55	885,13	

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

C. E. F. (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012 – PERSONNEL FONCTIONNAIRE						
	JOURS DE MALADIE (B) (120)	JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)			
			NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	
AVRIL		32,5				
MAI		113,5				
JUIN		146,5				
JUILLET		228,0				
AOÛT		392,5				
SEPTEMBRE		73,5				
OCTOBRE		52,5				
NOVEMBRE		19,0				
DÉCEMBRE		70,5				
JANVIER		80,5				
FÉVRIER		62,0				
MARS		27,5				
TOTAL	445,0	1 298,5	1 970,24	1 662,96	307,28	

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

- D. Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.
- G. Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.
- H. Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.
- I. En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
- J.

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL					2009-2010
	HC	C	P	F	
Montréal	1	9	81	42	
Québec	0	6	49	22	
Gatineau	0	0	2	1	
Rimouski	0	0	1	1	
Rouyn-Noranda	0	0	0	1	
Saguenay	0	0	1	1	
Sherbrooke	0	0	1	1	
Trois-Rivières	0	0	2	1	

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL					2010-2011
	HC	C	P	F	
Montréal	1	8	76	38	
Québec	0	4	48	17	
Gatineau	0	0	2	1	
Rimouski	0	0	1	1	
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	
Saguenay	0	0	1	1	
Sherbrooke	0	0	1	1	
Trois-Rivières	0	0	2	1	

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

12 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

000—000—000—000—000

Données partielles au 9 mars 2012

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL				
	HC	C	P	2011-2012 F
Montréal	1	9	85	41
Québec	0	4	49	17
Gatineau	0	0	2	1
Rimouski	0	0	2	0
Rouyn-Noranda	0	0	0	0
Saguenay	0	0	2	1
Sherbrooke	0	0	2	1
Trois-Rivières	0	0	2	1

K.

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Professionnel	20	18	22

L.

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Professionnel	2	3	3
Fonctionnaire	2	2	3

M.

EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIE D'EMPLOI			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadre	1	1	1
Cadre	15	12	13
Professionnel	137	131	144
Fonctionnaire	70	60	62

N. La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Les données présentées ci-dessous sont celles de 2011-2012.

A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES
Hors cadres	+ de 35	1	0
Cadres	+ de 35	1	0
Professionnels	+ de 35	0	1
Professionnels	- de 35	3	3
Fonctionnaires	+ de 35	0	3
Fonctionnaires	- de 35	0	0

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Professionnels	+ de 35	0
Professionnels	- de 35	0

B. Nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Personnel régulier	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	0
Cadres	0
Professionnels	47,0
Fonctionnaires	22,0
TOTAL	76,5

C. Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus :

Non pertinent.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

- D. Nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires :

Personnel régulier	Heures supplémentaires	Heures payées	Heures compensées
Hors cadres	0		
Cadres	0		
Professionnels	52,0	12,0 288,39 \$	40,0 1125,93 \$
Fonctionnaires	62,5	12,0 288,39 \$	50,5 1470,18 \$
TOTAL	114,5	24,0 576,78 \$	90,5 2596,11

- E. Nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Personnel régulier	2010									2011		
	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars
Hors cadres			5	10	14	2						
Cadres			0,5	5	10				2	1		
Professionnels	4	5,5	6	31,5	41	3	3	3	8		1	
Fonctionnaires		2	1	15	24	1	1	1	4		3	2
TOTAL	4	7,5	12,5	61,5	89	6	4	4	14	1	4	2

- F. Nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus :

Non pertinent.

- G. Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Non pertinent.

- H. Le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

I. Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

CAPITALE NATIONALE	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres	1	1	1
Cadres	2	1	1
Professionnels	8	9	10
Fonctionnaires	5	5	4

J. Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Aucun.

K. Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

Horaire majoré	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres			
Cadres			
Professionnels			1
Fonctionnaires	1	1	1

L. Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

CAPITALE NATIONALE	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Hors cadres	1	1	1
Cadres	2	1	1
Professionnels	8	9	10
Fonctionnaires	5	5	4

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

- M. Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq (5) prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

13- Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Nombre de départs à la retraite en 2011-2012 :

1 départ

- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

1 remplacement

- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013 :

2 départs

- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats en 2011-2012 :

1 retraité, pour un contrat

Un contrat de services professionnels a été octroyé en 2011-2012 à la firme « Gestion Pierre-Paul Clermont (9189-7793 Québec inc.). Cette firme appartient à M. Pierre-Paul Clermont, retraité de la fonction publique.

M. Clermont assure un suivi de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013, notamment auprès des nombreux partenaires.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

13 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- A. nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- B. nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- C. nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;
- D. nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

A. Le nombre de départs à la retraite en 2011-2012 est de 10.

B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines est de 6 postes :

- 6 postes ont été comblés à l'interne par mutation.

C. Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013 :

Au 26 mars 2012, huit (8) employés ont signé une entente de retraite prévoyant un départ en 2012-2013. Par ailleurs, d'autres employés, près d'une trentaine, sont admissibles sans réduction et pourraient prendre une retraite effective au cours de cette période.

D. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats est de 7.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

13 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction.

- Nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

A. Nombre de départ à la retraite en 2011-2012 : 0

B. Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Aucun

C. Nombre de départ à la retraite prévu pour 2012-2013 : Aucun

D. Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 3

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

14- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

- 14 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

000—000—000—000—000

EMPLACEMENT				
CHICOUTIMI 1299, rue des Champs-Élysées				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2010-2011	DURÉE
CIDIC Itée	48,47	7 462 \$	Aucun	10 ans

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 125, rue Sherbrooke Ouest				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2010-2011	DURÉE
S.I.Q.	5 296,77	1 664 520 \$	Aucun	1 an

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2010-2011	DURÉE
Investissements immobiliers KEVLAR (Québec)	2 609,10	538 502 \$	Aucun	10 ans

TOTAL versé à la S.I.Q. 2 210 484 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

14 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2011
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 800, place D'Youville 13 ^e étage				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (m ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2011-2012	DURÉE
Euromart Corporation du Canada	583,36	150 831,84 \$	0,00 \$	1 an
Entente d'occupation avec la Société immobilière du Québec				

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02- Office québécois de la langue française
03- Conseil supérieur de la langue française

- 15- Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

16- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
03 Conseil supérieur de la langue française

17- Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre;
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
La circonscription électorale;
 - le montant attribué;
Le projet visé et le résultat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

17 - Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre;
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

000—000—000—000—000

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	ÉVÉNEMENT	MONTANT PAYÉ
Hebdos Québec Inc.	Partenariat au congrès annuel des Hebdos du Québec	1 600 \$
CEGEP André-Laurendeau	Francofête 2012	1 200 \$
Ligue d'Improvisation de Québec	Francofête 2012	1 000 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

18- Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

19- Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

20- Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

21- Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

**22- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des
organismes parapublics non gouvernementaux et autres:**

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun membre du personnel.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française

23- Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics
ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saisons, les loges;
- etc.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun montant n'a été déboursé, en 2011-2012, pour des abonnements de ce type.

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle.**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

23 - Liste de tous les abonnements du Conseil ainsi que le coût de chacun :

ooo—000—ooo—000—ooo

Magazines	Coût (\$)
<i>Action nationale, L'</i>	123
<i>Français dans le monde, Le</i>	136
<i>Québec français</i>	43
<i>Recherches sociographiques</i>	140
<i>Sociologie et sociétés</i>	89
Journaux (abonnement en ligne)	
<i>Le Devoir, Le Soleil, La Presse</i>	409
TOTAL	
940	

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

24- Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom du site Web et nom de la firme qui a conçu le site

Le site Web spl.gouv.qc.ca a été conçu par Nurun inc.

Coût de construction du site

En 1999	Développement du site (EPC Services conseils)	4 030 \$
En 2002	Refonte du site pour le rendre conforme au PIV et au cadre de diffusion de l'information gouvernementale sur Internet :	19 950 \$

Coût de l'entretien et de la mise à jour

2007-2008	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	690 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	904 \$
2008-2009	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	1 230 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	918 \$
	Refonte du site (Nurun inc.)	17 430 \$
2009-2010	Support et mise à jour (DMR)	3 510 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	1 045 \$
	Poursuite de la refonte du site (Nurun inc.)	26 448 \$
	Ligne internet	459 \$
2010-2011	Support et mise à jour (DMR)	4 290 \$
	Coût d'hébergement (hébergé dorénavant par le MCCCCF)	0 \$
	Ligne internet	551 \$
2011-2012	Ligne internet	300 \$

Responsable du contenu sur le site

Julie Adam, conseillère

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

24- Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

ooo—000—ooo—000—ooo

Fréquence moyenne des mises à jour

La mise à jour s'effectue selon les besoins, soit deux ou trois fois par mois.

Nombre de visiteurs par mois

Cette donnée ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Deux fois en 10 ans.

Quel a été le coût?

Voir ci-dessus.

Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

1. Mise en valeur en continu des actions et des priorités du Secrétariat;
2. Harmonisation de l'infrastructure technologique du site avec celle du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine;
3. Réponse aux exigences du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels et à celles établies par les nouveaux standards gouvernementaux en matière d'accessibilité aux personnes handicapées;
4. Simplification des manœuvres techniques de mise à jour et d'intégration des contenus afin qu'elles puissent être réalisées au SPL, tout en assurant une souplesse d'évolution du site;
5. Modernisation du concept visuel du site.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

- le nom du site Web
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site ;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

LE SITE WEB DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

La conception

La version actuelle du site Web de l'Office, entièrement réalisée à l'interne par l'équipe Web, a été mise en ligne en mars 2002.

Les coûts de construction

Les coûts de construction se résument au temps de travail des trois membres du personnel alors affectés au projet.

Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

En 2011-2012, les coûts de l'entretien et de la mise à jour se résument au temps de travail d'une employée professionnelle, soit la webmestre, qui est aussi responsable des autres sites de l'organisme.

La responsabilité du contenu du site

Depuis septembre 2004, la webmestre coordonne le Comité de la diffusion de l'actualité linguistique et toponymique, formé d'un représentant de chaque direction de l'organisme, y compris de la Commission de toponymie. Ce comité, qui se réunit mensuellement, est responsable du contenu du site afin que celui-ci reflète toutes nos sphères d'activité, principalement la francisation, la terminologie et la toponymie.

Le nombre de visiteurs

En avril 2011, nous avons déployé le module de statistiques de *Google Analytics*. Cet ajout permet d'obtenir de meilleures données sur l'utilisation du site.

Depuis avril 2011, le site a été visité par 859 160 visiteurs uniques. De ce nombre, 63,21 % sont des usagers récurrents et ils ont consulté plus de 4 500 000 pages.

La fréquence de mise à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés. Généralement, la page d'accueil du site est modifiée une fois par semaine.

La refonte

Afin de répondre aux attentes gouvernementales relatives à l'accessibilité des sites Web pour les personnes handicapées, nous avons élaboré un plan de travail.

En vue de la refonte requise, un montant de 10 533,25 \$ a été investi en 2011-2012 afin d'effectuer une évaluation ergonomique experte et une étude comparative de différents

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

sites Web. Ce mandat a été confié à la Chaire de commerce électronique des HEC Montréal. La charte de projet pour la refonte du site est en élaboration et un dossier d'affaires a été préparé pour le Centre de services partagés. Le projet devrait démarrer au cours de la prochaine année financière et touchera l'ensemble du contenu, de l'ergonomie et des technologies du site.

Section du 50^e anniversaire de l'Office

Une section promotionnelle qui souligne le 50^e anniversaire de l'Office a été mise en ligne au mois d'avril 2011. On y retrouve des capsules d'information hebdomadaires sur l'histoire de l'organisme. Sous la coordination de la webmestre, plusieurs ressources internes ont contribué à la création de cette section :

- Contenu : 1 professionnelle de la Direction des communications (DCOM);
- Interface : 1 professionnelle graphiste de la DCOM;
- Intégration : 1 étudiante en intégration Web

L'entretien et la mise à jour de la section durant toute l'année ont également été réalisés à l'interne. Le contenu a été élaboré par le comité du 50^e anniversaire de l'Office qui est coordonné par une professionnelle de la Direction des communications.

Les pages de cette section ont été vues plus de 11 000 fois.

LE SITE DU *GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE*

Depuis 2001, l'Office offre la possibilité d'accéder gratuitement en ligne au *Grand dictionnaire terminologique* (GDT). Le graphisme en a été réalisé par l'équipe Web de l'Office sans aide extérieure.

Le GDT a un nom de domaine en propre, même s'il est aussi accessible à partir du site de l'Office. Au 1^{er} mars 2012, pour l'exercice en cours, plus de 40 millions de recherches ont été effectuées dans le GDT.

LE SITE DE LA FRANCOFÊTE

Il s'agit du site promotionnel de cette activité qui se déroule annuellement au mois de mars.

La conception

Depuis 2002-2003, la conception et la gestion du site sont faites par l'équipe Web de l'Office.

La mise à jour

La mise à jour du site de la Francofête se fait tout au long de la période de pointe de cette activité.

Le responsable du contenu sur le site

Le contenu relève de l'équipe responsable de l'organisation de la Francofête.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

Le nombre de visiteurs

Le site Web de la Francofête 2012 a été mis en ligne le 23 février 2012. Du 23 février au 30 mars 2012 (période de pointe), le site a été visité par 13 708 visiteurs, dont 11 474 visiteurs uniques. Ces visiteurs ont vu 41 692 pages.

La refonte

Depuis 2003, la refonte annuelle du site de la Francofête est réalisée à l'interne par l'équipe Web.

MICROSITE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'AFFICHAGE DES MARQUES DE COMMERCE UTILISÉS COMME NOMS D'ENTREPRISE

La conception

Parmi les divers moyens déployés pour joindre le public cible de la campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise, un microsite Web a été créé par l'agence de publicité chargée de la réalisation de la campagne, BRAD, sous la supervision de l'Office québécois de la langue française. Il a été mis en ligne le 13 novembre 2011.

La mise à jour

Hormis l'ajout d'un hyperlien dans la section Nouvelles et ressources, le site n'a pas fait l'objet de modifications.

Le responsable du contenu sur le site

Ce microsite rassemble l'information concernant le respect de la Charte de la langue française dans l'affichage des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise au Québec. Le contenu, développé par l'Office, est organisé sous quatre onglets : la loi, les entreprises, les citoyens, les nouvelles et ressources. La présidente-directrice générale de l'Office présente le contexte et les objectifs de la campagne dans une vidéo accessible sur la page d'accueil du site.

Le nombre de visiteurs

Entre le 13 novembre 2011 et le 13 février 2012 (période qui correspond à la durée de la campagne) on dénombre 5 326 visiteurs uniques, 6 783 visites et 17 517 pages vues sur le microsite www.respectdelaloi.gouv.qc.ca.

L'INTRANET LINGUISTIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La conception

Le site de l'intranet linguistique de l'administration publique a été mis en place au cours de l'exercice 2002-2003. Depuis sa création, le graphisme, les aspects techniques, le stockage des données et les relations avec le personnel de l'intranet du gouvernement ont été sous l'entière responsabilité de l'équipe Web de l'Office. Le site est hébergé par le Centre des services partagés (CSPQ).

Les coûts et les responsabilités

Les coûts, qui se résument au temps de travail de la webmestre, résultent de la mise à jour et de l'entretien du site, et ce, en fonction de l'intérêt des divers ministères et

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

organismes à fournir les lexiques, les vocabulaires, les dictionnaires ou les articles linguistiques pour assurer la réussite du projet.

Au cours de 2011-2012, aucune réunion du comité responsable du contenu n'a eu lieu. De plus, aucune demande de mise à jour n'a été faite par les ministères et organismes.

À la fin du mois d'août 2011, il a été décidé de suspendre la diffusion de ce site étant donné que la presque totalité du contenu était identique à celui du site Web de l'Office. Conséquemment, une page a été mise en ligne pour informer les internautes et les rediriger vers le site de l'Office. Une demande de fermeture définitive de l'intranet linguistique sera transmise au CSPQ à la fin de l'exercice financier.

Le nombre de visiteurs

Les statistiques sur la fréquentation de l'intranet linguistique ne sont pas disponibles parce que la compilation des données de fréquentation n'a pu être effectuée par le CSPQ.

LE SITE WEB DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

La conception

Le site de la Commission a été créé en 1996. D'abord développé en régie, il a ensuite été amélioré avec le support de firmes de consultants. Le Groupe Korem a fourni les logiciels a conçu et développé l'interface cartographique, et a formé le personnel de la Commission responsable de la mise à jour pour un coût total de 12 700 \$. La firme IDW3 Technologies a développé un nouveau visuel.

Les coûts de construction

En 2011-2012, il n'y a pas eu de coût de construction.

Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

Le coût de l'entretien et de la mise à jour, en régie, s'établit annuellement à 0,25 ETC (professionnel et fonctionnaire), soit environ 15 000 \$.

La responsabilité du contenu du site

Depuis septembre 2010, la mise à jour du site est réalisée par un membre du personnel de la Direction des communications de l'Office. Les modifications peuvent être effectuées par 2 autres personnes : le pilote des systèmes informatiques et un technicien.

La fréquence moyenne des mises à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés. Toutefois, la page d'accueil du site est modifiée toutes les 2 semaines.

Le nombre de visiteurs par mois

Le site Web de la Commission a généré, cette année, 334 969 visites, alors que la base de données *Banque de noms de lieux du Québec* a été interrogée 482 390 fois.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

Les refontes

En 2006-2007, une refonte complète du site a été effectuée par le personnel de la Commission et de l'Office afin de respecter les normes d'accès prescrites par le gouvernement (normes WAI). Une fonction de recherche par proximité graphique, accessible lorsque la recherche ne donne aucun résultat, a aussi été ajoutée à la base de données TOPOS sur le Web.

En 2007-2008, des fonctions de recherche par zec et par origine linguistique ont été créées. La présentation de l'information de la section Atouts toponymiques a été améliorée et enrichie de 35 nouveaux articles. Aussi, à la suite à l'évaluation de la satisfaction des utilisateurs de TOPOS sur le Web, les recommandations suivantes ont été mises en application :

- Une note est placée dans la fenêtre de la recherche avancée pour indiquer que l'ensemble des critères demandés n'est pas nécessaire pour l'obtention d'un résultat;
- Une définition du code géographique apparaît dans la fenêtre de la recherche avancée si une liste de codes n'est pas disponible.

Grâce à une entente de collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, une amélioration a été apportée au visuel des cartes au 1/20 000^e sur notre site. Le lieu recherché par l'utilisateur s'affiche dorénavant au centre de la carte, facilitant ainsi le repérage des données.

En 2008-2009, une deuxième phase de refonte a été entreprise afin d'effectuer certaines améliorations jugées prioritaires en fonction des commentaires formulés par les usagers. Pour ce faire, un contrat de 19 600 \$ a été confié à la firme i-xmédia et les travaux de conception ont été livrés au 31 mars 2009.

Des travaux, au coût de 9 775 \$, ont aussi été réalisés par la firme Korem pour permettre dorénavant d'afficher un point de localisation sur les cartes consultées.

En 2009-2010, nous avons d'abord procédé, en mai 2009, à l'implantation d'une nouvelle cartographie électronique qui a été développée par l'entreprise Korem au coût de 5 500 \$. Dans un deuxième temps, en novembre 2009, nous avons implanté et mis en ligne le nouveau visuel de recherche et de diffusion de nos fiches toponymiques développées l'année dernière par l'entreprise i-xmédia.

En février 2012, une section promotionnelle a été créée pour célébrer le 100^e anniversaire de la Commission de toponymie. Elle a été mise en ligne le 10 février 2012. Cette section sera en ligne tout au long de l'année. Elle a été développée par différents intervenants :

- Contenu : 1 membre du personnel de la CT;
- Interface : 3 membres de la direction des communications de l'Office : 1 graphiste, 1 webmestre et 1 intégrateur Web;
- Mise à jour et entretien : 1 professionnel de la CT (contenu) et 1 professionnelle de la DCOM (entretien et mise à jour).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

000—000—000—000—000

Cette section a un visuel développé spécifiquement pour la célébration. Elle contient essentiellement des pages HTML statiques. Un clip vidéo promotionnel de la présidente de la Commission est aussi disponible dans cette section spéciale. Le coût de réalisation de cette vidéo a été de 1860 \$ et la réalisation a été confiée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

LE SITE WEB DE LA DIVISION FRANCOPHONE DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES POUR LES NOMS GÉOGRAPHIQUES (GENUNG)

La conception et l'entretien

Ce site a été conçu en régie interne et a été mis en ligne en juin 2002. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission de toponymie.

En 2009-2010, d'importants travaux d'entretien et de mise à jour ont été menés à l'interne pour développer le projet intitulé *Le tour du monde en français*, notre base de données des noms de lieux étrangers en français.

Le coût des travaux d'entretien et de mise à jour, effectués à l'interne, s'établit annuellement à moins de 0,05 ETC (professionnel), soit environ 3 500 \$.

La responsabilité de la mise à jour du contenu

La responsabilité de la mise à jour est faite par une professionnelle de la Commission de toponymie.

La fréquence moyenne des mises à jour

Les mises à jour du site sont faites de façon ponctuelle lorsque cela est requis.

Le nombre de visiteurs par mois

Près de 9000 visiteurs ont fréquenté ce site Web. Ils ont consulté plus de 21 000 pages. Ce sont surtout de nouveaux visiteurs qui fréquentent le site.

La refonte

Il n'y a pas eu de refonte majeure, mais en 2006-2007, le visuel de la base de données Bougainville a été refait par la firme Intellogix (1 200 \$) qui a procédé, en 2007-2008, à la refonte de la page d'accueil du site Web de la division. Il s'agissait d'un contrat de 3 000 \$.

En 2008-2009, l'édimestre a travaillé à la réorganisation du contenu du site pour l'arrimer à la nouvelle interface de la page d'accueil développée en 2006-2007 (technicien : 5 jours-personnes).

En 2011-2012, il n'y a pas eu de refonte.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

ooo—000—ooo—000—ooo

Le processus utilisé pour la conception

1996 – Consultation pour l'établissement du plan de contenu du site Web avec une firme privée, Harrison services informatiques. Établissement et adoption du plan au Comité de direction et octroi du contrat de construction.

2009 – Un contrat de service d'accompagnement technique pour la refonte du site Web du CSLF a été accordé au Centre francophone d'informatisation des organisations. Ensuite, un appel d'offres sur invitation a été lancé et le contrat a été accordé à la firme Infoglobe inc.

Le nom de la firme ou de la personne qui a conçu le site Web

Créacom Multimédia (1996)
Infoglobe inc. (2009)

Les coûts de construction du site Web

9 995 \$ en 1996-1997

Le coût de l'entretien et de la mise à jour

192 122 \$ (depuis sa création en 1997)

La mise à jour est effectuée par le personnel permanent du CSLF, et un contrat de service est donné à des techniciens en informatique pour l'entretien.

Qui est responsable du contenu sur le site Web

Robert Vézina, président

Qui est autorisé à faire des modifications

Mireille Gagné et Bryan St-Louis, responsables des communications
Charles Gagnon, agent de recherche
Infoglobe inc.

Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour

Hebdomadaire

Le nombre de visiteurs

Le nombre de visiteurs uniques a été de 49 852 en 2011-2012, et le nombre de visites s'élève à 67 822. De ce nombre, 72 % sont de nouveaux visiteurs.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

ooo—000—ooo—000—ooo

Combien de fois le site Web a-t-il été refait

Deux fois.

Quel a été le coût

7 890 \$ (2004-2005), 27 996 \$ (2008-2009) et 6 999 \$ (2009-2010).

Les critères qui ont justifié les changements

2004-2005 : Se conformer au nouveau programme d'identification visuelle du Conseil du trésor.

2008-2009 : Afin de se conformer au plan d'action de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, intitulé *Réussir ensemble en français*, le projet de refonte du site Web du CSLF vise plusieurs objectifs, dont :

- Moderniser le site Web pour le rendre plus attrayant et convivial (tant sur le plan du graphisme que de l'ergonomie);
- Repositionner l'image du CSLF pour en faire une référence incontournable en matière d'information sur la situation linguistique du Québec;
- Développer un nouveau contenu diffusant de l'information pratique et accessible sur ce que signifie vivre en français au Québec;
- Diffuser de l'information générale sur la situation linguistique, à partir d'événements de l'actualité;
- Répondre aux besoins d'information des jeunes;
- Permettre au citoyen de porter un jugement plus éclairé sur la situation linguistique québécoise;
- Permettre à des usagers non informaticiens de participer à la mise à jour de l'information et à l'intégration de contenu dans le site Web (gestion autonome du contenu).

L'atteinte de ces objectifs passe par une présentation visuelle rafraîchie de l'information déjà disponible dans le site Web. Pour atteindre un public plus jeune et moins spécialiste, une section « Jeunesse » vulgarisée sur les questions inhérentes à la vie en français au Québec a été développée.

En 2009-2010, le nouveau site Web du CSLF a été adapté afin de respecter les critères connus des standards gouvernementaux québécois sur les ressources informationnelles en matière d'accessibilité des contenus Web pour les personnes handicapées.

Le site Web du CSLF a également été adapté pour répondre aux critères du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels et à ceux de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

ooo—000—ooo—000—ooo

En 2011-2012, le CSLF a procédé à l'implantation d'une refonte de la page d'accueil et d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle du son site Web.

Principaux objectifs de la refonte de la page d'accueil du site Web du CSLF :

- Accroître le caractère dynamique de la page d'accueil en affichant le contenu de certaines pages internes au site Web ajouté régulièrement (Actualités linguistiques et Bibliothèque virtuelle).
- Respecter des exigences précisées dans le standard de l'Administration québécoise intitulé Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), dont l'entrée en vigueur est le 10 mai 2012, soit de :
 - modifier la taille des caractères affichés jusqu'à 200 %;
 - modifier les rapports de contraste de couleurs, à l'exclusion des éléments décoratifs;
 - présenter, sur la page d'accueil, les contenus des publications des comptes du CSLF sur Twitter et Facebook.
- Uniformiser la présentation visuelle des pages internes du site Web du CSLF avec la nouvelle page d'accueil.

Implantation d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle du CSLF, afin de résoudre des problèmes d'efficacité du moteur de recherche précédent.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

25- Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune nomination.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

26- Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune dépense.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

27- Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :

- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre de refus (avec mention en vertu de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

**28- La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint
parlementaire des membres du Conseil des ministres :**

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 29- La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

30- Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 31- Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

32- Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 33- Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 34- Pour chaque ministère et organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 35- Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Une seule prime au rendement a été accordée en 2011-2012, d'un montant de 1 612,43 \$.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

000—000—000—000—000

Liste par catégorie d'emploi ayant reçu un boni pour rendement exceptionnel :

	2011-2012
Cadres	0,00 \$
Professionnels	50 414,43 \$
Total	50 414,43 \$

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

35 - Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année financière 2011-2012

Catégorie d'emploi	Primes au rendement
Professionnels	4 605,00 \$.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française

- 36- Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat :

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle**

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

36 - Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année financière 2011-2012

Catégorie d'emploi	Primes de départ
Hors cadre	52 319,00 \$

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

	PAGE
SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	
77. Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.). Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	1
78. État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2010-2011 et 2011-2012. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.	2
79. Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2011-2012.	3
80. Coût et détails de la campagne de promotion « Faire des affaires en français ».	4
84. Liste des membres du Comité directeur des orientations mis sur pied par la <i>Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013</i> . Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions.	5
85. Liste des membres du Comité de suivi des activités mis sur pied par la <i>Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013</i> . Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité.	8
86. État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation.	10
94. Bilan des actions en 2011-2012.	11
95. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motif religieux, etc.).	15

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

	PAGE
OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	
65. Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou Directeur des plaintes criminelles et pénales par l'Office de la langue française en 2011-2012.	16
66. Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Nombre de dossiers traités par professionnel.	17
67. Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office québécois de la langue française en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	19
68. Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 mars 2012. Pour chaque membre, date de la nomination et durée du mandat.	20
69. Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2011-2012.	21
70. Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2010-2011 et 2011-2012.	22
71. Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes, qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.	23
72. Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.	24
73. Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2011-2012.	25
74. Détails et état d'implantation du <i>Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises</i> . Nombre d'associations ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	26

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

	PAGE
75. Détails et état d'implantation du <i>Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises</i> . Nombre d'associations ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	28
76. Détails et état d'implantation du <i>Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications</i> . Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	29
81. Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces.	31
82. Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions.	32
83. Détails et coût de la campagne de sensibilisation pour convaincre les entreprises dont la marque de commerce ne comporte aucune inscription en français de se conformer à la Charte de la langue française.	33
87. Liste et copie des contrats octroyés pour la réalisation de la campagne publicitaire « Ici, on commerce en français ». Crédits alloués en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.	35
88. Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.	36
89. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).	37

Étude des crédits 2012-2013

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

	PAGE
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE	
67. Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	38
90. Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.	40
91. Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles.	41
92. Liste de tous les avis demandés par le/la ministre de la Culture et des Communications depuis 2004-2005.	42
93. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).	43

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

77- Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.). Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre des activités relevant de sa responsabilité.

Pour leur part, le Secrétariat à la politique linguistique, l'Office québécois de la langue française et le Conseil supérieur de la langue française n'offrent pas d'activités de formation.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 78- État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2010-2011 et 2011-2012. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec et l'Office québécois de la langue française étaient responsables de cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 15).

Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'étude des crédits de l'année dernière, après examen de la faisabilité de cette mesure, les partenaires gouvernementaux ont décidé de l'abandonner pour les raisons suivantes :

- le taux de roulement au sein des petits commerces et des entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs, créait des difficultés quant à la stabilité d'éventuelles activités de parrainage;
- il existe déjà dans le programme PRIIME d'Emploi-Québec un volet permettant un accompagnement de travailleurs en emploi (mesure 14a de la Stratégie).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

79- Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 20) a été réalisée en 2010-2011.

Rappelons qu'une lettre officielle a été envoyée le 21 janvier 2011 à près de 7 000 entreprises situées sur l'île de Montréal, les invitant à utiliser le nouveau guichet unique de services en francisation, *Carrefour francisation*, un outil créé à leur intention afin de les aider à franciser leurs entreprises ou commerces.

Les deux ministres signataires de la lettre, M^{me} St-Pierre, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, et M. Clément Gignac, ministre du Développement économique, de l'Exportation et de l'Innovation (MDEIE) ont aussi rappelé aux propriétaires de commerces et d'entreprises l'importance que le gouvernement accorde au dossier de la francisation.

Les responsables de la mesure, le Secrétariat à la politique linguistique, l'Office québécois de la langue française et le MDEIE, avaient convenu que l'envoi de la lettre s'effectuerait après le lancement du guichet unique en francisation « Carrefour francisation » destiné aux propriétaires de commerces et d'entreprises comptant de 11 à 49 employés (mesure 26 de la Stratégie), lancement qui a eu lieu le 13 décembre 2010.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

80- Coût et détails de la campagne de promotion « Faire des affaires en français ».

ooo—000—ooo—000—ooo

La campagne de promotion de la langue française « Le français, notre fierté, notre affaire à tous » s'est déroulée du 6 octobre au 1^{er} novembre 2008, au cours de l'année financière 2008-2009, par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

84- Liste des membres du Comité directeur des orientations mis sur pied par la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions.

ooo—000—ooo—000—ooo

1. Les membres du Comité directeur des orientations

Le président

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Les ministres

Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Raymond Bachand, ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal

Kathleen Weil, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Les autres membres

Michael Banks, homme d'affaires du Vieux-Montréal

Pierre Bellerose, vice-président de Tourisme Montréal

Hélène Bergeron, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud

Le président de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent (à confirmer)

Daniel Boyer, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Daniel Charbonneau, président de la Chambre de commerce et d'industrie du sud-ouest de Montréal

Danielle Chayer, vice-présidente et directrice générale de l'Association des hôteliers du Québec

Norman Chenail, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent

Diane de Courcy, présidente de la Commission scolaire de Montréal

Marie-Éva de Villers, directrice de la qualité de la communication à HEC Montréal

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

84- Liste des membres du Comité directeur des orientations mis sur pied par la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec

Olivier Dyens, vice-recteur adjoint aux études à l'Université Concordia

José Jacome, directeur général des Manufacturiers et Exportateurs du Québec

Isabelle Foisy, directrice de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal

Mustapha Kachani, directeur général du Centre d'intégration Multi-Services de l'Ouest-de-l'Île

Gaston Lafleur, président du Conseil québécois du commerce de détail

Mario Lafrance, directeur général de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal

André Leclerc, membre du conseil de Culture Montréal

Jean Lefebvre, vice-président affaires gouvernementales du Conseil des chaînes de restaurants du Québec

François Meunier, vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec

André Poulin, directeur général de Destination centre-ville

Chantal Provost, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval

Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux

Cynthia Sanlian, présidente de la Jeune chambre de commerce de Montréal

Marc-Antoine Saumier, président de la Chambre de commerce gaie du Québec

George Tsitouras, président de la Chambre de commerce hellénique du Montréal métropolitain

Dolores Otero, directrice du Centre des services d'accueil et de soutien socioéconomique à l'Université du Québec à Montréal

Dominique Villeneuve, présidente-directrice générale par intérim de l'Association des agences de publicité du Québec

Danielle Virone, directrice générale de la Chambre de commerce italienne

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 84- Liste des membres du Comité directeur des orientations mis sur pied par la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions.

ooo—000—ooo—000—ooo

2. Les réunions tenues

Conformément aux dispositions de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013* (annexe 2, point 3), les membres du Comité directeur des orientations doivent se réunir « au moins une fois l'an ».

Ainsi, le Comité s'est réuni :

- le 28 août 2009;
- le 9 avril 2010;
- le 13 décembre 2010, lors du lancement du guichet *Carrefour francisation*;
- le 27 mai 2011.

Une rencontre est prévue le 27 avril 2012.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

85- Liste des membres du Comité de suivi des activités mis sur pied par la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité.

ooo—000—ooo—000—ooo

1. Les membres du Comité de suivi des activités

Le Comité de suivi des activités est composé de huit membres. Trois d'entre eux ont été désignés par le gouvernement :

- M. Jacques Gosselin, sous-ministre associé, responsable de l'application de la politique linguistique;
- M. Yvan Turcotte, sous-ministre adjoint à Performance et à la Francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- M^{me} Louise Marchand, présidente-directrice générale de l'Office québécois de la langue française.

Les cinq autres membres proviennent du monde des affaires et du travail. Ce sont :

- M. Gaston Lafleur, président du Conseil québécois du commerce de détail;
- M. Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux (représenté par M. Michel Forget);
- M. François Meunier, vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec
- M. Norman Chenail, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent;
- M. Eric Prud'Homme, vice-président, Stratégie et Affaires publiques, à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

M. Réjean Charbonneau, directeur des services aux entreprises et des mesures de formation à la direction de Montréal d'Emploi-Québec, s'est joint au comité dès 2009, avec l'accord des membres, considérant la contribution importante de son organisme au dossier de la francisation à Montréal.

Par ailleurs, à la demande de la ministre, M^{me} Christine St-Pierre, la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 s'étend, depuis octobre 2011, à la Ville de Laval et à la Rive-Sud de Montréal. Ainsi, la Chambre de commerce et d'industrie de Laval et la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud ont accepté de se joindre à la Stratégie commune, de même les représentants des directions régionales d'Emploi-Québec, à Laval et en Montérégie. Le Comité de suivi compte donc, depuis octobre 2011, quatre nouveaux membres :

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 85- Liste des membres du Comité de suivi des activités mis sur pied par la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Nombre de réunions tenues. Procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité.

ooo—000—ooo—000—ooo

- M^{me} Chantal Provost, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval;
- M^{me} Hélène Bergeron, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud;
- M^{me} Diane Landriault, directrice de la Direction régionale d'Emploi-Québec en Montérégie;
- M. Jean-Pierre Arsenault, directeur de la Direction régionale d'Emploi-Québec à Laval.

Les deux coprésidents du Comité de suivi sont M. Jacques Gosselin, pour le gouvernement, et M. Eric Prud'Homme, pour les gens d'affaires et les partenaires socioéconomiques.

2. Les réunions tenues

Le Comité de suivi des activités s'est réuni :

- en 2009-2010 : les 19 août et 11 décembre 2009; les 9 et 22 mars 2010;
- en 2010-2011 : le 27 septembre et le 13 décembre 2010, lors du lancement de Carrefour francisation;
- en 2011-2012 : les 12 mai et 24 octobre 2011;
- en 2012-2013 : le 2 avril 2012.

Le Comité de suivi des activités n'a créé aucun sous-comité.

3. Liste des rapports remis au Comité directeur des orientations

- Rapport 2008-2011 de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 - *Le français, notre affaire à tous*, faisant état des réalisations au 31 mars 2011;
- Rapport 2008-2009 de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 - *Le français, notre affaire à tous*, faisant état des réalisations au 31 décembre 2009;
- Étude de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, intitulée *Offre publique en francisation : inventaire, constats et recommandations*;
- Bilan de la Stratégie commune pour Montréal 2008-2009, en date du 28 août 2009.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

86- État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 26) a été réalisée en 2010-2011.

Rappelons que le guichet unique Carrefour francisation a été lancé à Montréal le 13 décembre 2010, en présence de trois ministres, M^{mes} Christine St-Pierre et Kathleen Weil, et M. Raymond Bachand.

Il est constitué de trois éléments :

- Un **site Internet en français** (ou portail Web) qui intègre l'information gouvernementale et qui permet de guider les entreprises vers les sites des ministères et organismes liés au dossier de la francisation des entreprises et des travailleurs. Les travailleurs – personnes immigrantes ou autres – peuvent aussi y retrouver l'offre de services qui leur est destinée. Il se trouve à l'adresse Carrefourfrancisation.com;
- Une **équipe de démarcheurs** pour sensibiliser les propriétaires de commerces et d'entreprises à la francisation et pour les guider vers les ressources de francisation qui répondent à leurs besoins;
- Une **service d'aide téléphonique** pour permettre de diriger rapidement les petites entreprises vers les bonnes ressources.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

94- Bilan des actions en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

ORIENTATION STRATÉGIQUE 1 : RENFORCER LA PLACE DU FRANÇAIS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL ET DANS LES SERVICES AU PUBLIC

L'usage du français dans l'espace public québécois

- Gestion de la 3^e édition du *Programme de promotion du français lors d'activités culturelles* : 27 projets se sont partagé une enveloppe de 350 000 \$.
- Travaux visant à modifier le Règlement sur la langue du commerce et des affaires afin que six types d'électroménagers (cuisinière, réfrigérateur, laveuse, sècheuse, lave-vaisselle et four micro-ondes), fabriqués à l'extérieur du Québec mais vendus ici, comportent des inscriptions en français.
- Travaux menés en vue de souligner le 35^e anniversaire de la Charte de la langue française en 2012.
- Coordination du suivi de la *Stratégie commune pour Montréal 2008-2013*, qui a consisté à réaliser :
 - La publication, en juin 2011, du second rapport sur les réalisations de la Stratégie commune, qui met à jour les résultats en vue de consolider la place du français dans les petites entreprises montréalaises;
 - L'inclusion des chambres de commerce de Laval et de la Rive-Sud au sein de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*, par l'ajout de deux nouveaux agents de francisation et par la représentation de ces chambres au Comité directeur de la Stratégie et au Comité de suivi;
 - La tenue de la campagne *Ici, on gagne à parler français* dans trois quartiers à forte concentration de communautés culturelles à Montréal. Menée en collaboration avec l'OQLF et le MICC, cette campagne visait à sensibiliser les petits commerces de ces communautés aux avantages d'utiliser le français dans leurs relations d'affaires et avec leur clientèle;
 - La mise en place du portail emploiscentre-ville.com par Destination centre-ville, une association membre du Comité directeur de la Stratégie commune, en collaboration avec le SPL et l'OQLF, dans le but d'inciter les employeurs du centre-ville de Montréal à embaucher lorsque requis une main-d'œuvre étudiante temporaire qui parle français;
 - La mise en place d'une nouvelle procédure afin de favoriser la francisation volontaire des petites entreprises, en collaboration avec l'OQLF et les agents de francisation, afin d'accorder une attestation de conformité (avec ou sans subvention) aux entreprises participantes.
 - Poursuite et développement de partenariats inaugurés en 2010 avec quatre universités montréalaises – Concordia, McGill, UQAM et HEC Montréal – et ajout de l'Université de Montréal en 2011, afin qu'elles

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

94- Bilan des actions en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

sensibilisent leurs étudiants, étrangers et québécois, à l'usage et à la qualité du français.

La francisation de l'Administration

- Diffusion de la nouvelle *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration*, adoptée en mars 2011, et présentation de cette politique dans le cadre du Forum des sous-ministres et d'une rencontre des grands organismes gouvernementaux.
- Examen des clauses à portée linguistique contenues dans diverses ententes signées par l'Administration.
- Réalisation de mandats particuliers, confiés par la ministre, dans le domaine linguistique, dont celui des modifications concernant le choix de langue sur les formulaires d'avis de renouvellement de la RAMQ afin d'améliorer la place qu'occupe la langue française dans ses communications avec la clientèle.
- Rédaction d'avis, à la demande de divers comités ministériels, sur des mesures projetées pouvant avoir des impacts sur la politique linguistique.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 2 : CIBLER ET BONIFIER L'OFFRE LINGUISTIQUE, TERMINOLOGIQUE ET TOPONYMIQUE

Les outils d'aide à la maîtrise du français

- Soutien au programme de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) « Parlez-moi d'une langue! », qui permet à des écrivains et autres professionnels de la langue d'échanger avec les étudiants des établissements d'enseignement collégial et universitaire sur l'importance de maîtriser la langue française.
- Publication en mai 2011, avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, et diffusion de l'ouvrage *Bonnes pratiques de la communication écrite dans les démarches en ligne*, dans le cadre des travaux du Groupe franco-québécois sur la modernisation de l'État.
- Réimpression de la brochure *Rédiger... simplement – principes et recommandations pour une langue administrative de qualité*, un guide préparé à l'intention des administrations française et québécoise, dans le cadre des travaux du Groupe franco-québécois sur la modernisation de l'État.
- Participation, en collaboration avec l'Asulf et l'OQLF, à la production de 18 000 affichettes intitulées *Mieux dire au téléphone*, destinées au personnel des petites entreprises.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

94- Bilan des actions en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

ORIENTATION STRATÉGIQUE 3 : DOCUMENTER LES CONNAISSANCES SUR LA SITUATION LINGUISTIQUE ET SUR DES QUESTIONS TOUCHANT LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC

L'expertise en matière d'aménagement linguistique

- Participation à la rencontre annuelle des membres des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE), qui proviennent de la France, de la Suisse romande, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Québec, et au colloque international « Les évolutions du français contemporain » tenu à Lyon, en France.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 4 : METTRE EN VALEUR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE QUÉBÉCOISE ET CÉLÉBRER LA VITALITÉ DU FRANÇAIS

La politique linguistique québécoise

- Publication de la version anglaise de *L'ABC de la politique linguistique québécoise* (*The ABCS of Québec's Language Policy*), un outil de vulgarisation destiné à mieux faire connaître, notamment à l'étranger, les grandes lignes de l'aménagement linguistique québécois; et des versions anglaise, arabe, espagnole et mandarine de la brochure *Vivre en français au Québec*, qui explique les grands principes de la Charte de la langue française et de la politique linguistique québécoise visant à faire en sorte que le français soit la langue normale et habituelle de la vie publique.
- Rencontres d'information avec des personnalités québécoises, canadiennes et étrangères, et avec des groupes de visiteurs.
- Participation aux rencontres du Centre de la francophonie des Amériques et participation au conseil d'administration.
- Collaboration aux travaux de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone et participation aux rencontres du conseil d'administration.
- Diffusion sur demande des brochures du Secrétariat à la politique linguistique, notamment de la nouvelle *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité du français*, de *L'ABC de la politique linguistique québécoise* et de la nouvelle version de *Vivre en français* (2011).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

94- Bilan des actions en 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

La sensibilisation à la vie en français

- Partenariat avec Télé-Québec dans le financement de la 2^e saison de la compétition *Le Triathlon du français*, lancée en octobre 2011, qui s'adresse aux étudiants en journalisme et aux jeunes professionnels des médias écrits et électroniques du Québec. Sept équipes de futurs journalistes et trois équipes de jeunes professionnels se sont lancées dans cette compétition qui exige de produire trois séries de reportages écrits, audio et vidéo sur trois sujets différents, évalués notamment selon la qualité du français. Le *Triathlon* est suivi avec beaucoup d'intérêt sur le Web. La remise des prix se fera le 29 avril 2012.
- Soutien de mesures spéciales menées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles en vue de franciser les personnes immigrantes :
 - cours de français en milieu de travail et cours spécialisés adaptés aux réalités du travail et aux besoins spécifiques de formation des étudiants;
 - soutien au Centre d'autoapprentissage du français pour immigrants du Cégep de Sainte-Foy;
 - ententes de partenariat pour la promotion de la francisation, le démarchage et le recrutement d'entreprises et pour l'organisation, principalement par les commissions scolaires francophones de Montréal, de cours de français en milieu de travail;
- Participation à la campagne *Ici, on gagne à parler français* réalisée en 2011-2012 par le MICC dans certains quartiers de Montréal.
- Remise du prix Georges-Émile-Lapalme 2011 à M. Jacques Duval, journaliste, chroniqueur automobile et animateur.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 5 : MODERNISER L'OFFRE DE SERVICE ET ACCROÎTRE LA PERFORMANCE DE L'ORGANISATION

La gestion des compétences et des savoirs

- Formation de deux employées, l'une en droit, l'autre en matière d'accueil et intégration.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

95- Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

65 - Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou Directeur des plaintes criminelles et pénales par l'Office de la langue française en 2011-2012.

000—000—000—000—000

Nombre de dossiers transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales en 2011-2012

Avril 2011	4
Mai 2011	6
Juin 2011	0
Juillet 2011	2
Août 2011	6
Septembre 2011	19
Octobre 2011	0
Novembre 2011	4
Décembre 2011	1
Janvier 2012	1
Février 2012	1
Mars 2012	0

TOTAL : 44

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

66 - Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Nombre de dossiers traités par professionnel.

000—000—000—000—000

Exercice	Nombre de plaintes inscrites au système
2008-2009	2 668
2009-2010	2 780
2010-2011	3 461
2011-2012	4 067

Exercice	Nombre moyen de dossiers traités (fermés) par professionnel
2008-2009	397
2009-2010	345
2010-2011	381
2011-2012	354

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

66 - Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'OQLF en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; nombre de dossiers traités par professionnel.

000—000—000—000—000

Évolution depuis 4 ans - Nature des plaintes dans les dossiers ouverts

Répartition des objets d'infraction dans les dossiers de plaintes ouverts par thème et par année	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
	%	%	%	%
Langue de l'affichage public et commercial	27	39	26	46
Langue des produits (inscriptions, emballages, documents, logiciels, etc.)	22	16	20	14
Langue de la documentation commerciale	28	26	35	22
• Sites Web	12	12	15	9
• Publications, demandes d'emploi, factures, contrats, etc.	16	14	20	13
Langue de service	18	14	14	14
Langue de travail	5	3	3	3
Langue de service des membres des ordres professionnels	0	1	1	0
Tous les autres articles de la Charte	0	1	1	1
Ensemble des thèmes	100	100	100	100

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

67 - Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office québécois de la langue française en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

Exercice 2011-2012

Le 9 septembre 2011, l'Office a rendu publiques cinq études en démolinguistique dans le cadre du suivi de la situation linguistique :

1. *Les caractéristiques linguistiques de la population du Québec : profil et tendances (1996-2006)*, Michel Paillé
2. *Les composantes de la dynamique démolinguistique régionale au Québec (1996-2006)*, Robert Bourbeau, Norbert Robitaille et Marilyn Amorevieta-Gentil
3. *Caractéristiques du quartier de résidence et comportements linguistiques des immigrants allophones de la RMR de Montréal*, Robert Bourbeau, Norbert Robitaille et Rémi Ouellet
4. *Persistance et orientation linguistiques de divers groupes d'allophones au Québec*, Alain Bélanger, Réjean Lachapelle et Patrick Sabourin
5. *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal (2006-2056)*, Marc Termote avec la collaboration de Frédéric Payeur et Normand Thibault

De plus, l'Office a préparé un résumé et des faits saillants, publié un communiqué de presse et a déposé tous les documents dans son site Web.

Exercice 2012-2013

Les travaux amorcés sur la langue du commerce et sur la langue du travail se poursuivront.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

68 - Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 mars 2012.
Pour chaque membre, date de la nomination et durée du mandat.

000—000—000—000—000

Présidé par monsieur Marc Termote, le Comité de suivi de la situation linguistique est composé de :

Nom	Poste	Date de nomination	Durée du mandat
M. Marc Termote	Président*	2009-04-13	5 ans
M ^{me} Monica Heller	Membre	2009-04-13	4 ans
M. Jean-Pierre Corbeil	Membre	2009-04-13	4 ans
M ^{me} Michèle Vatz-Laaroussi	Membre	2011-12-09	16 mois
M ^{me} Micheline Ostoj	Secrétaire	Professionnelle OQLF	Indéterminée

* Nommé membre de l'OQLF, par décret du gouvernement, le 25 mars 2009, et ce, pour 5 ans

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

69 - Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2011-2012.

000—000—000—000—000

Dossiers fermés entre le 1^{er} avril 2011 et le 31 mars 2012

Motif de fermeture	Nombre de dossiers	Pourcentage
Situation corrigée	1 442	58 %
Situation conforme (plainte non fondée)	478	19 %
Intervention incitative	415	17 %
Autres motifs	96	4 %
Transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales	44	2 %
Total des dossiers fermés pour la période :	2 475	100 %

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

70 - Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2010-2011 et 2011-2012.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le traitement des dossiers de plaintes effectué à l'Office nécessite l'intervention de plus de **75 employés** répartis sur le territoire québécois, dont :

- une équipe de soutien responsable de la réception des plaintes et l'ouverture des dossiers (9 employés);
- une équipe de techniciens en administration (5 employés dont 2 se sont joints à la fin de l'exercice 2011-2012) ayant comme mandat d'obtenir des éléments de preuve qui permettront aux professionnels de vérifier le bien-fondé des plaintes ou d'évaluer si les mesures de correction convenues ont été respectées.

Du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, 2 710 inspections en entreprises ou auprès d'organismes de l'Administration ont été effectuées, ce qui représente un nombre moyen d'inspections de 903 par personne, comparativement à 775 en 2010-2011.

- une équipe de professionnels spécialisés dans les enquêtes (16 employés) qui traitent les plaintes concernant les entreprises ou les organismes de l'Administration et qui, entre autres, effectuent eux-mêmes l'inspection des sites Web.

Du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, 713 inspections concernant des sites Web ont été effectuées par ces spécialistes.

- les conseillers en francisation (46 employés) qui accompagnent les entreprises et les organismes de l'Administration dans leur démarche de francisation et qui sont appelés à effectuer des interventions-conseils lors des enquêtes afin d'obtenir des engagements de correction auprès de ceux-ci en lien avec les dérogations constatées.

Les conseillers en francisation en région éloignée (Rimouski, Saguenay et Rouyn-Noranda) sont à la fois inspecteurs, enquêteurs et conseillers en francisation sur leur territoire respectif.

Étude des crédits 2012-2012

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

71 - Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes, qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

000—000—000—000—000

Au cours des cinq derniers exercices financiers, il n'y a eu aucun recours à l'article 151 de la Charte.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

72 - Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

000—000—000—000—000

En regard de la réponse fournie à la question 71, ne s'applique pas.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

73 - Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2011-2012.

000—000—000—000—000

Les subventions accordées aux organisations syndicales, dans le cadre du Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales, ont totalisé 475 000 \$. Cette somme a été répartie comme suit :

• Centrale des syndicats démocratiques	71 250 \$
• Confédération des syndicats nationaux	118 750 \$
• Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	285 000 \$

Ces subventions permettent la réalisation de projets visant principalement la dynamisation des comités de francisation et la formation des membres syndiqués engagés dans le processus de francisation des entreprises employant plus de cent personnes au Québec.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

74 - Détails et état d'implantation du *Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Conformément à la volonté exprimée par le gouvernement et ses partenaires dans la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013, adoptée le 10 octobre 2008 à l'issue du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques, l'Office a élaboré le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises.

Ce programme, qui comporte deux volets, permet d'accorder un soutien financier à un organisme :

- pour des activités de promotion et de sensibilisation visant à favoriser l'utilisation du français par les employés sur les lieux de travail, et ce, entre autres dans les relations qu'ils entretiennent avec leurs fournisseurs, leur clientèle et le public, ou pour des activités permettant de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française et leur application (volet 1);
- pour la réalisation d'activités de développement terminologique favorisant l'utilisation d'un français de qualité au sein des entreprises (volet 2).

Les organismes admissibles au programme sont les suivants :

- les associations de travailleurs, de gens d'affaires et d'entreprises;
- les chambres de commerce;
- les réseaux d'entreprises franchisées;
- les associations et les fédérations d'associations représentant un secteur d'activité économique à l'échelle du Québec;
- les associations ou tout autre regroupement sans but lucratif dont la promotion du français constitue la mission ou l'une des principales activités en vertu de leur acte constitutif.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office.

Les membres de l'Office ont approuvé 26 demandes au cours de l'exercice 2011-2012.

L'enveloppe octroyée en 2011-2012 a été d'un million de dollars et sera maintenue en 2012-2013.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

74 - Détails et état d'implantation du *Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

Tableau récapitulatif au 31 mars 2012 des subventions accordées

Association	Région	Engagement
Société St-Jean-Baptiste de la Mauricie	4	64 301,56
La Jeune chambre de commerce de la Mauricie	4	57 487,00
Institut de développement urbain du Québec	6	60 750,00
Association québécoise de l'aérospatiale (AQA)	6	14 625,00
Chambre de commerce gaie du Québec	6	72 750,00
Institut des communications graphiques du Québec	6	53 658,75
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	6	100 000,00
Fédération des chambres de commerce du Québec	6	60 000,00
Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'Île	6	75 000,00
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	6	100 000,00
Chambre de commerce et d'industrie de St-Laurent	6	75 000,00
Conseil du patronat du Québec inc.	6	73 500,00
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec	6	75 000,00
Association du commerce et des restaurants chinois du Québec (volet 1)	6	75 000,00
Association du commerce et des restaurants chinois du Québec (volet 2)	6	97 500,00
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	6	70 650,00
Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal	6	75 000,00
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	6	75 000,00
Culture Montréal	6	69 000,00
Société de développement commercial Vieux-Montréal – Quartier historique	6	75 000,00
Impératif français	7	75 000,00
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	15	73 125,00
Chambre de commerce de Mont-Laurier	15	19 338,38
Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville	15	40 568,11
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	16	73 500,00
Société St-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec	17	10 000,00
TOTAL pour toutes les régions		1 710 753,80

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

75 - Détails et état d'implantation du *Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

La réponse à cette question est incluse dans la réponse donnée à la question 74.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

76 - Détails et état d'implantation du *Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications*. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

Le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications (TIC) s'adresse aux entreprises qui emploient de 5 à 99 personnes. Il vise, d'une part, à accélérer l'obtention d'un certificat de francisation par les entreprises de 50 à 99 employés inscrites à l'Office et, d'autre part, à favoriser la francisation volontaire des petites entreprises employant entre 5 et 49 personnes.

Le programme comporte trois volets. Le premier permet de remplacer des claviers, des logiciels et des interfaces linguistiques par leur équivalent conforme à la Charte. Le second facilite la traduction d'un site Web, d'un intranet ou d'un extranet. Enfin, un troisième volet, ajouté en 2011-2012, vise la correction de l'affichage public et de la documentation commerciale.

La subvention accordée par l'Office couvre au maximum 75 % des dépenses admissibles et ne peut dépasser 50 000 \$ par entreprise.

Le programme a été lancé en 2008 auprès des entreprises inscrites à l'Office comptant de 50 à 99 employés ainsi que des petites entreprises de 11 à 49 employés à la suite de l'annonce faite lors du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques tenu à Montréal, le 10 octobre 2008.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office, où l'on trouve également le formulaire électronique qui permet d'acheminer une demande de subvention.

Les membres de l'Office ont approuvé 39 demandes au cours de l'exercice 2011-2012.

L'enveloppe octroyée en 2011-2012 a été de 2 millions de dollars et elle sera maintenue en 2012-2013.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

76 - Détails et état d'implantation du *Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications*. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

Tableau récapitulatif au 31 mars 2012 des subventions accordées

Entreprise	Région	Engagement
Paul Pedneault inc.	02	6 772,00
Les Entreprises Rosario Martel inc.	02	8 550,00
Infodev Systèmes électroniques inc.	03	50 000,00
Groupe Gecko Alliance inc.	03	50 000,00
Bessette et Boudreau inc.	05	14 111,00
Collège de l'Estrie inc.*	05	43 712,00
Les câbles Ben-Mor inc.	06	9 189,00
Motos Daytona inc.	06	50 000,00
Toitures Trois étoiles inc.	06	531,00
176061 Canada inc. (La nouvelle boulangerie homemade Kosher)	06	22 016,00
Le Club MAA inc.	06	6 817,00
Cintube Itée	06	11 231,00
2733-8649 Québec inc. (Desjardins systèmes de sécurité)*	06	13 222,00
Association québécoise des technologies (AQT)*	06	40 348,00
Contrôles électriques Enertec (1989) inc.*	06	19 466,00
M.H. Montréal Biotechnologies inc.*	06	40 939,00
Technologies Monumental inc. (Merchlar)*	06	12 266,00
Veritas Cafe inc.*	06	3 787,00
Mango Industrie du cuivre inc.	06	18 390,00
Traductions Serge Bélair inc.	06	49 107,00
A.S.N. inc.*	06	20 540,00
Entreprise de communications Tank inc.*	06	7 418,00
Eye-in inc.*	06	50 000,00
Gestion Vision globale inc.*	06	49 082,00
Italmoda inc.*	06	10 909,00
Marchand Houle & Associés inc.*	06	17 393,00
Métal Marquis inc.	08	22 457,00
G.P.C. Excavation inc.	12	50 000,00
Abipa Canada inc.	13	21 377,00
S.E. Techno Plus (2009) inc.*	13	14 629,00
Norsecos inc.*	13	45 000,00
Laser AMP inc.	16	50 000,00
Station Skyspa inc.*	16	50 000,00
Morgan Schaffer inc.	16	21 971,25
Marcotte Systèmes Itée*	16	19 056,00
Emballage Coderre Packaging inc.	16	12 983,00
Vibrosystm inc.	16	50 000,00
Plafolift inc.	17	49 420,00
Plomberie J. Vachon inc.	17	15 129,00
TOTAL pour toutes les régions		1 047 818,25

* Entreprises de 11 à 49 employés

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

81 - Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces.

000—000—000—000—000

Les subventions octroyées par l'Office dans le cadre du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis, et permettront, de contribuer de façon notable à la réalisation de plusieurs projets de sensibilisation portant sur l'accueil et les services en français dans les commerces, dont :

- la mise en place d'une équipe de quelque quatorze (14) agents de francisation (démarcheurs). C'est grâce à l'octroi de subventions à plusieurs associations au cours des exercices 2010-2011 et 2011-2012 que ces agents sont sur le terrain et qu'ils agissent comme relayers auprès des propriétaires de commerces et d'entreprises de moins de 50 employés. Ce projet constitue l'une des principales mesures de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal qui vise à ce que ces petites entreprises s'inscrivent dans une démarche de francisation volontaire.

- Dans le cadre de ce même programme, l'Office a octroyé une nouvelle subvention en 2011-2012 afin de bonifier le portail Carrefour francisation réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, dans le but d'appuyer l'équipe des agents de francisation dans leurs démarches quotidiennes. Ce portail rassemble l'information sur les nombreux outils et services de francisation que le gouvernement du Québec propose aux entreprises, tels que des cours de français, des modèles de correspondance, des lexiques et des programmes de subventions, et vise la francisation des entreprises de moins de 50 employés.

- la réalisation de trois campagnes publicitaires menées par le mouvement Impératif français : *Moi, je parle français* (été 2011), *Travaillons en français* (novembre 2011) et finalement *Services en français* (décembre 2011). Ces campagnes ont principalement été diffusées à Montréal et en Outaouais.

- la production de capsules linguistiques permettant de sensibiliser les propriétaires immobiliers à faire des affaires en français, à la suite d'une subvention octroyée à l'Institut du développement urbain du Québec.

- l'organisation de rencontres régionales, qui se dérouleront au cours de 2012-2013, portant sur la langue du commerce et des affaires et menées par la Fédération des chambres de commerce de la province de Québec. Cette tournée constitue un exemple de la participation du monde des affaires au rayonnement de la langue française au Québec.

- la promotion du bon usage du français dans les commerces et les entreprises ainsi que la publication de capsules linguistiques sur leur site Web, grâce à une subvention allouée à la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville.

- la production d'un lexique (2000 exemplaires) dans le secteur de la restauration afin de sensibiliser les restaurateurs et les clients à l'utilisation d'une bonne terminologie en français. De plus, un autocollant avec le thème « Le français, j'en mange! » sera apposé dans plusieurs restaurants. Ce projet est une initiative de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, et représente un exemple de sensibilisation au bon usage du français dans la vie quotidienne.

- un projet de la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec visant la sensibilisation à un affichage conforme dans les commerces par une publicité et par la tenue du concours *J'affiche en français* permettant de valoriser les entreprises.

Étude des crédits 2011-2012

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

82 - Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ses dispositions.

000—000—000—000—000

Plusieurs actions ont été réalisées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française, notamment dans le cadre des différents programmes de subvention en vigueur à l'Office. Ainsi, le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales¹ a permis de financer plusieurs projets visant l'information et la formation d'un nombre accru de travailleurs de moyennes et de grandes entreprises, et ce, dans la plupart des régions du Québec. Parmi les projets réalisés par les centrales syndicales au cours de l'année 2010-2011, il convient de mentionner, à titre d'exemples :

- plusieurs sessions de formation organisées par la FTQ à l'intention des membres de comités de francisation affiliés à la centrale;
- la parution d'un guide pratique d'intervention en matière de francisation, publié par la CSN;
- la mise en place par la CSD de la fonction de « représentant à la francisation » dans les entreprises de moins de cent employés, soutenue par une séance de formation appropriée;
- l'organisation, par la FTQ, de rencontres entre travailleurs d'entreprises ayant obtenu récemment le certificat de francisation, afin de suivre de plus près l'évolution de l'utilisation du français dans ces entreprises.

Certains projets réalisés avec l'aide du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis, quant à eux, de joindre plusieurs entreprises. À titre d'exemples :

- le Portail *Langue du travail*, réalisé par la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec, constitue un outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation et portant sur des questions liées à la francisation des entreprises et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail. D'abord développé pour les travailleurs du secteur de l'aérospatiale, ce portail a élargi son contenu au cours de l'année 2010-2011 au secteur des télécommunications puis en 2011-2012 aux secteurs du plastique et des composites;
- une équipe de quelque quatorze agents de francisation qui travaillent à sensibiliser les propriétaires de commerces et d'entreprises sur les dispositions de la Charte ainsi que sur l'offre de services gouvernementale (exemple : cours de français en entreprise) a été mise sur pied grâce à l'octroi de subventions à plusieurs associations. Cette équipe bénéficie du soutien du portail *Carrefour Francisation*, réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dans le cadre de la Stratégie commune;
- la campagne promotionnelle *Moi, je travaille en français*, diffusée principalement à Montréal et dans l'Outaouais par le groupe Impératif français, a été reconduite pour 2011-2012.

¹ Soit la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

83 - Détails et coût de la campagne de sensibilisation pour convaincre les entreprises dont la marque de commerce ne comporte aucune inscription en français de se conformer à la Charte de la langue française

000—000—000—000—000

En 2011-2012, l'Office québécois de la langue française a réalisé une campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise, campagne qui a été coordonnée par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

La campagne a été conçue dans la foulée de la recrudescence de l'affichage des marques de commerce dans une autre langue que le français utilisées comme noms d'établissement, à Montréal ainsi que dans toutes les régions du Québec. Cette situation découle principalement de la mondialisation, de l'arrivée des multinationales et des nombreuses franchises.

Au cours des dernières années, la population du Québec a manifesté son insatisfaction devant cet état des choses. Ainsi, en moyenne 25 % des plaintes reçues à l'Office portent sur l'affichage depuis 2008-2009. Au cours du dernier exercice, 46% des plaintes reçues à l'Office portent sur l'affichage.

La Charte de la langue française n'impose pas la traduction d'une marque de commerce. Cependant, elle prévoit qu'un nom composé d'un spécifique dans une autre langue que le français doit être accompagné d'une expression descriptive (un générique ou un slogan) en français (articles 63 et 67 de la Charte de la langue française et articles 25 (4^e) et 27 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires).

Destinée à la fois au grand public et aux entreprises, cette campagne a été lancée publiquement par l'Office québécois de la langue française le dimanche 13 novembre devant de nombreux représentants des médias. Elle s'est déroulée en deux temps, soit du 14 novembre au 12 décembre 2011 et du 16 janvier au 13 février 2012.

Divers moyens pour joindre le public cible ont été déployés dans le cadre de la campagne, notamment :

- un message télé de 30 secondes;
- un message Web de 15 secondes;
- un îlot sur le site Web de Canoë;
- un microsite Web (respectdelaloi.gouv.qc.ca)

La campagne a fait l'objet d'une très bonne couverture médiatique, donnant lieu notamment à de nombreux reportages et articles.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

83 - Détails et coût de la campagne de sensibilisation pour convaincre les entreprises dont la marque de commerce ne comporte aucune inscription en français de se conformer à la Charte de la langue française

000—000—000—000—000

Un sondage Web a été réalisé dans les jours qui ont suivi la fin de la campagne publicitaire, soit du 14 au 20 février 2012, afin d'en connaître l'efficacité. L'échantillon final de 821 répondants était composé d'hommes et de femmes francophones âgés de 18 ans et plus résidant au Québec, dont 41 % dans la grande région de Montréal et 11 % dans la grande région de Québec. La marge d'erreur statistique maximale est de 3,4 %, 19 fois sur 20.

Le post-test de la campagne a révélé que le message télévisé a été très apprécié de la population : 79 % à Montréal (norme 66 %), 74 % pour le reste du Québec (norme 69 %). Le score de compréhension du message s'est situé à 87 % (norme 70 %), tandis que 84 % de la population de Montréal et 79 % du reste du Québec ont jugé le message clair (norme 74 %).

Par ailleurs, entre le 13 novembre 2011 et le 13 février 2012 (période qui correspond à la durée de la campagne) on dénombre 5 326 visiteurs uniques, 6 783 visites et 17 517 pages vues sur le microsite de la campagne www.respectdelaloi.gouv.qc.ca.

Le coût de la campagne s'est élevé à 611 599 \$ dont 397 121 \$ en placement médias, soit 354 539 \$ en publicité télévisuelle et 42 582 \$ en publicité Internet. Les frais reliés à la réflexion stratégique, le plan média et Web, le développement des concepts, la production des messages et le sondage post-campagne, ainsi que les frais administratifs du Centre de services partagés du Québec, ont été de 214 478 \$.

L'Office a financé la campagne à même ses budgets pour un montant de 336 599 \$. Il a par ailleurs bénéficié d'un soutien de 75 000 \$ de la provision du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi que d'une contribution de 200 000 \$ du Secrétariat à la politique linguistique pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française.

Étude des crédits 2011-2012

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

87 - Liste et copie des contrats octroyés pour la réalisation de la campagne publicitaire « Ici, on commerce en français ». Crédits alloués en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

La campagne publicitaire « Ici, on commerce en français » a été réalisée en 2008-2009 par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

Cette campagne n'a pas été reconduite depuis 2008-2009.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

88 - Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

000—000—000—000—000

Commande	Description	Montant	Mode d'octroi des contrats
DTI132	InDesign CS5.5 (Adobe)	184,79\$	Gré à Gré
DTI134	OS X 10.6 (Apple)	36,00\$	Gré à Gré
DTI138	OS X Lion 10.7.1 (Apple)	37,17\$	Gré à Gré
DTI144	True image Home 2012 (Acronis)	65,98\$	Gré à Gré
DTI153	Illustrator CS5 (Adobe)	924,21\$	Gré à Gré
DTI154	Snagit 10	419,20\$	Gré à Gré
DTI158	ACDSee 14	380,04\$	Gré à Gré
710001271	SPSS 20 (IBM)	6 158,46\$	Gré à Gré
DTI166	ACDSee 14	185,00\$	Gré à Gré
710001270	Net Advantage pour .Net	3 263,66\$	Gré à Gré
710001272	SPSS 20 (IBM)	8 317,66\$	Gré à Gré
710001273	Nvivo 9	5 252,00\$	Gré à Gré
710001285	SPSS 20 (IBM)	1 157,17\$	Gré à Gré

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

89 - Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

000—000—000—000—000

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**67 - Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil
en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Prises de position en 2011-2012

- Mémoire pour la consultation publique sur la planification de l'immigration pour la période 2012-2015.

Recherches réalisées en 2011-2012 et poursuivies en 2012-2013

- L'intégration linguistique et professionnelle des immigrants non francophones à Montréal, Nathalie St-Laurent et Shaha El-Geledi. Le rapport de recherche a été publié en septembre 2011.
- Projet Conscience linguistique et usage du français (CLUF).

La publication du premier fascicule est prévue pour le printemps 2012.

- Le français et l'anglais dans la formation universitaire des deuxième et troisième cycles dans trois universités francophones du Québec.

Commencée à l'automne 2010, l'étude s'est poursuivie au cours de l'exercice financier 2011-2012. Le dépôt du rapport final est prévu pour avril 2012.

- Usages linguistiques en milieu de travail chez de jeunes gestionnaires dans le contexte montréalais. Recherche conduite pour le CSLF par Sébastien Arcand, professeur agrégé, avec la collaboration de Jean-Pierre Dupuis, professeur titulaire, et Stéphanie Langis, doctorante, de HEC Montréal.

Des agents de recherche du CSLF ont collaboré à l'élaboration du questionnaire d'enquête et à l'analyse quantitative des données au cours de l'année 2010-2011. Le rapport de recherche a été publié en janvier 2012.

- Le sens des usages linguistiques et la valeur de l'anglais et du français dans la communication publique : étude qualitative auprès de jeunes francophones et bilingues de Montréal.

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée à l'Université de Montréal.

Entreprise au début de mars 2011, cette recherche sera terminée à la fin de mars 2013 (dépôt d'un rapport final).

- La représentation qu'ont les élèves de 15-17 ans de la langue française au Québec.

Recherche conduite pour le CSLF par Suzanne-G. Chartrand, professeure à l'Université Laval.

Un rapport de recherche a été remis au CSLF le 29 mars 2012.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

67 - Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Étude sur l'utilisation du français et la place des francophones dans le domaine du transport aérien au Québec.

Étude effectuée à la demande du ministère des Transports. Cette étude a débuté en mai 2011. Des groupes de discussion ont eu lieu en février et mars 2012. L'analyse des données sera présentée dans un rapport de recherche qui sera déposé en 2013.

- Politique linguistique du Québec : niveau de connaissance et d'adhésion de la population.

D'août à novembre 2011, un état de la question a été complété.

- La langue du travail dans le secteur public.

Production d'une étude sur la langue du travail dans le secteur public à partir des données de recensement de 2001 et 2006.

Recherche entreprise en mars 2012. Le rapport de recherche sera déposé au printemps 2012.

- La socialisation langagière comme processus dynamique : suivi d'une cohorte de jeunes multilingues intégrant le marché du travail.

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée au Département de didactique de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, et Stéphanie Lamarre, assistante de recherche.

Recherche entreprise au début mars 2012. Le rapport de recherche sera déposé avant la fin février 2013.

- Exploration du corpus Texto4Science.

Recherche conduite pour le CSLF par Patrick Drouin, professeur agrégé au Département de linguistique et de traduction de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal.

Recherche entreprise en mars 2012. Le rapport de recherche sera déposé en mars 2013.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

90 - Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil, en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012. Prévisions pour 2012-2013.

ooo—000—ooo—000—ooo

Exercice	Rémunération	Fonctionnement	Total
2009-2010	303,5	210,1	514,1
2010-2011	254,2	194,8	449,0
2011-2012	300,1	177,7	477,8
Prévisions 2012-2013	355,0	200,0	555,0

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

91 - Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles.

ooo—000—ooo—000—ooo

MEMBRES	DATE DE NOMINATION	DURÉE DU MANDAT	FIN DE MANDAT
Vézina, Robert (président par intérim) (président)	2011-11-02 2011-12-14	1,5 mois 5 ans	2011-12-13 2016-12-13
Ouillon, Conrad (président)	2005-10-18 2009-10-18	4 ans 2 ans	2009-10-17 2011-10-28
Blais, Diane	2009-04-29	5 ans	2014-04-28
Campanile, Delfino	2008-01-31	5 ans	2013-01-30
Chan, Winston	2008-01-31	5 ans	2013-01-30
Joly, Mélanie	2008-01-31	5 ans	2013-01-30
Létourneau, Jocelyn	2008-01-31	5 ans	2013-01-30
Martin-Laforge, Sylvia	2008-01-31	5 ans	2013-01-30
Pagé, Lorraine	2008-01-31	5 ans	2013-01-30

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

92 - Liste de tous les avis demandés par le/la ministre de la Culture et des Communications depuis 2004-2005.

ooo—000—ooo—000—ooo

❖ 2006 : Demande d'avis sur le français et les jeunes.

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers requis de l'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

93 - Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.